

Fantassins

La revue d'information de l'E. A. I. n° 2 - juillet 1997



ARMÉE DE TERRE

DEMEPOOL

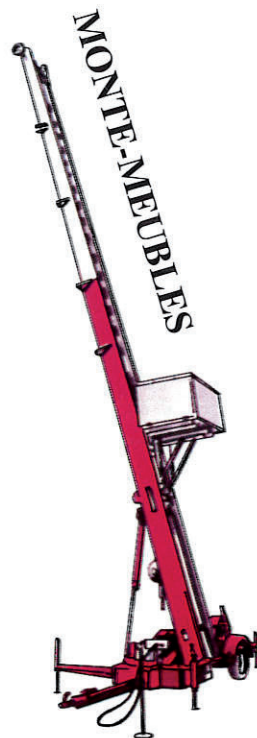


Une organisation
nationale
de déménagement

BUSUTIL

GROUPAGES TOUTES DISTANCES

LIGNE REGULIERE NÎMES-REGION PARISIENNE - OUTRE-MER - TOUTES DESTINATIONS



GARDE-MEUBLES
containers individuels plombés

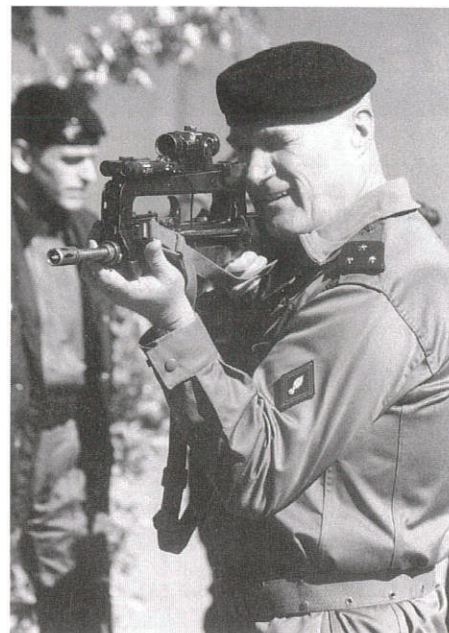
L'EFFICACITE D'UN VRAI PROFESSIONNEL

- Matériel spécialisé
- Emballage sur mesure
- Camions capitonnés
- Manutention lourde
- Spécialiste DOM-TOM
- Règlement après remboursement
- Coffre fort D.A.B.
- Bureau
- Matériel informatique



35, rue de Verdun
34000 Montpellier
Tél. : 04 67 58 08 04
Fax : 04 66 29 70 13





Le mot du général

L'Ecole d'application de l'infanterie s'est engagée, avec détermination, dans la démarche d'adaptation qui doit la conduire vers son modèle 2002, avec le double souci de maintenir la qualité de la formation dispensée et de conforter son rôle de "maison mère" de la fonction opérationnelle. Les solutions existent ; elles réclament la poursuite de l'effort de rationalisation entrepris et l'établissement de relations permanentes et confiantes avec les forces.

La qualité des rapports, déjà établis, avec les régiments montre que, dans cette démarche, les bénéfices sont largement partagés.

Ce deuxième numéro de "Fantassins", publication qui se

veut le trait d'union entre l'Ecole et les formations et dont les pages vous sont ouvertes, comporte plusieurs dossiers traitant de l'évolution de l'arme et des conditions d'entraînement qui lui sont spécifiques. Il vous propose, en particulier, une présentation du 122^e R.I./CEITO, outil d'instruction collective et d'évaluation du tir des unités d'infanterie, et de ses perspectives d'évolution qui devraient répondre aux besoins exprimés par les régiments.

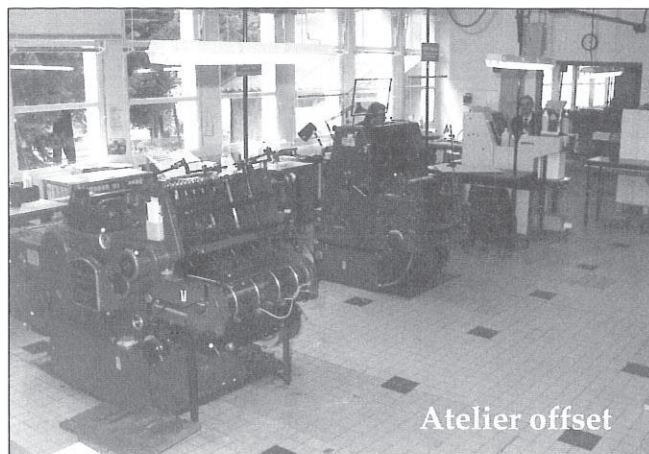
Je donne rendez-vous aux chefs de corps pour les journées de l'Infanterie qui ont été reportées aux 12, 13 et 14 septembre en les assurant de mes sentiments très cordiaux et de ma fraternité d'arme.

Le point d'impression de l'E. A. I.



Hall d'accueil librairie

Depuis son implantation en 1967 à Montpellier, l'école dispose d'un important organisme d'impression, actuellement installé au parc Montcalm, à l'intérieur de locaux vastes et fonctionnels.



Atelier offset

Matériels majeurs

- 3 Macs Power PC 9500/8500
- scanners couleurs A3 et A4
- 4 presses offset
- 1 duplicopieur
- 1 photocopieur couleur
- 1 massicot
- 1 assembleuse automatique
- 2 piqueuses agrafeuses
- 2 plieuses
- 1 encocheuse

Il comporte un atelier, équipé de matériels performants mis en œuvre par des personnels qualifiés, ainsi qu'une librairie chargée du stockage, de la vente et de l'expédition des divers documents d'instruction produits sur site.



Local PAO
(Publication Assistée par Ordinateur)

Quelques chiffres

Effectifs militaires :	1/2/6
civils	: 1 tsef
	: 11 ouvriers graphiques
Production 96	: 30 tonnes
Travaux 96	: 1546
Expéditions	
Fr et O. M.	: 325



Local finition

Une partie de la production étant réalisée au profit des corps de troupes, pour la réalisation de documents (imprimés divers, brochures de prestige, affiches, en-tête de lettre ou enveloppes, etc) vous pouvez contacter :

le bureau technique tél. : 16 54 20 52 - (04 67 07 20 52)

SOMMAIRE

Fantassins N° 2 juillet 1997

sommaire

Infos - brèves	4
Dossiers	
Le régiment d'infanterie, organisation future	6
La composante réserve du régiment d'infanterie professionnalisé	8
Zone urbaine : expérimentation	10
Vécu	
Le CETEI à l'ITDU de Warminster	13
Dossiers	
Le centre d'adaptation opérationnelle	14
Ça bouge côté trans !	16
Opinion	
Il n'est pas deux sortes d'héroïsme	19
Dossiers	
Le 122° RI CEITO, aujourd'hui et demain	20
Le mortier de 81 mm LLR	22
Groupements	
GAO	24
GPO 97/01	27
GFSO, le tsunami du changement	28
Patrimoine	
Le soldat de l'an 50	30
Vie de l'École	34

FANTASSINS, semestriel d'information de l'École d'Application de l'Infanterie.
BP 40, 30998 NIMES ARMEES.

Directeur de rédaction : LCL WAGNER

Comité de rédaction : CBA DUROSOY, CBA HACKENBRUCK, CDT PULZE, CCH COSTIS,
CCH LEYSSENOT, représentant du Point d'Impression de l'E.A.I.

Maquette : CCH LEYSSENOT, équipe du Point d'Impression de l'E.A.I.

Cellule photo OCI : CCH COSTIS, CCH LEYSSENOT

Composition : équipe du Point d'Impression de l'E.A.I.

Edition : Point d'Impression de l'École d'Application de l'Infanterie, MONTPELLIER

Infos brèves

Formalités administratives

Rappel :

L'EAI n'est pas habilitée à recevoir des inscriptions provenant directement des corps, pour les stages inscrits au calendrier des actions de formation (CAF) et ouvrant droit aux journées de stages indemnisées (JSI). Les corps doivent obligatoirement s'adresser à la DPMAT.

De nombreux dossiers administratifs de candidats CT1 et FS2 ne sont pas conformes à la réglementation : fiche marche-course non fournie ou non conforme (CT1), aptitude médicale inexistante, signature non conforme... (CT1 et FS2). La non présentation ou la non conformité de ces documents entraîne le renvoi immédiat du candidat sur son corps.

Documentation EAI : Les nouveautés du 1^{er} semestre 97

- Le guide de la notation
- Le conseil d'enquête
- Memento Renseignement du chef de section infanterie
- Guide EPMS à l'usage des CDU
- La gestion des EVAT
- L'arme automatique Minimi
- Les personnels civils de la défense (dépliant)
- Le BSTAT
- Mémento ADM à l'usage des capitaines
- Mémento ADM à l'usage des chefs de section

Formation des sous-officiers : Généralités

BSTAT : stages

Les premiers stages FS2 ont commencé en janvier 1997. Rappel : il n'existe pas de dossier guide pour ces stages. Par ailleurs, le délai qui se déroule entre l'EA2 et le stage et qui peut atteindre 1 an entraîne une perte de savoir de la part du candidat. De façon à rendre l'action de formation la plus profitable possible, il est demandé au stagiaire d'entretenir les connaissances nécessaires à la réussite de l'EA2 qui sont ensuite considérées comme acquises.

BSTAT : échecs au stage

Comme par le passé avec l'UV4 des CT2, le PA3 est la cause principale d'échec au stage FS et plus particulièrement le grimper. Cette épreuve comporte 2 cordes, à monter, en tenue de combat.

BSTAT : déroulement des épreuves

Suite à une demande de l'EAI et afin d'éviter aux candidats deux déplacements à Montpellier, le COFAT a décidé que les épreuves de l'EA2 du domaine «combat de l'infanterie» se dérouleront comme suit, dès 97 :

$E1+E2+E3+E4 = \text{CMD}$

$E5 = \text{EAI}$.

CT1

Pour être admis à suivre le stage CT1, les candidats doivent détenir le CTE correspondant à la filière. En particulier, le CTE de radio tireur est indispensable pour les candidats au CT1 combat AMX 10 et celui de tireur milan avec un tir effectif de missile pour les candidats au CT1 ACMP.

CT1 - UV1

La préparation à l'UV1 des EVAT est à la charge des corps. Le programme est défini dans l'IM 1380/DEF/EMAT/BFI du 11 avril 1990. Il est recommandé aux candidats dispensés d'UV1 (semi-directs, ex VSL) de mettre à jour leurs connaissances en s'inspirant de cette préparation, car l'expérience montre qu'ils ont des difficultés à suivre les stages CT1.

- Mémento de topographie à l'usage des cadres spécialistes appui mortier
- Milan - Le système d'arme (mise à jour de l'édition 95)
- Mémento NBC (dépliant)
- Aide mémoire du chef de groupe Milan

EAO

Le centre doc de l'EAI dispose de nombreux didactiels et de documentations assistés par ordinateur (PREAO). N'hésitez pas à le contacter.

Formation des sous-officiers : Spécialités

BSTAT combat option commando

A compter de 1998, l'option ci-dessus sera créée. Elle concerne les sous-officiers servant au CNEC ou en CEC ou ayant servi dans ces unités pendant 2 ans minimum dans la fonction d'instructeur.

BSTAT «I et T»

Ce BSTAT sera supprimé en 1999. La dernière EA2/FS aura donc lieu en 1997 et le dernier stage en 1998. Une formation d'adaptation pourrait lui succéder, mais sans attribution de brevet.

Filière ACLP

Les sous-officiers devant servir dans une unité HOT suivront à partir de 1998 un CT1 les formant directement à leur premier emploi, sans apprentissage milan préalable comme par le passé.

Filière combat, option «I.L.»

A compter de cette année, l'option I.L. n'est plus affectée au CT1 combat, tous les régiments devant être dorénavant équipés de VAB ou d'AMX 10. L'option subsiste cependant pour les BSTAT dans un délai

non encore défini, afin de ne pas pénaliser les candidats engagés dans ce cursus.

Eclairage

Les sous-officiers servant en SER ou section assimilée pourront suivre à partir de 1998 un module d'adaptation «éclairage» d'une durée de 2 semaines à l'EAABC de Saumur, une fois affectés en régiment.

L'efficacité de la formation

L'efficacité de la formation passe par un certain nombre de règles élémentaires. L'application de ces règles est principalement du ressort du stagiaire, du gestionnaire (DPMAT et/ou corps de troupe) et de l'organisme de formation. A l'heure où le contrôle de gestion prend une part de plus en plus importante au sein de l'armée de terre, il semble utile de repreciser deux règles.

LA FORMATION AU PREMIER EMPLOI

Une action de formation vise à préparer un cadre qui doit occuper un poste précis dans l'année qui suit le stage. Le contraire serait inutile et onéreux. D'autre part, il est souhaitable qu'un cadre formé occupe son emploi pendant trois ans. En effet, un chef trouve, en général son efficacité maximale au cours de la troisième année d'exercice. Cette règle est d'autant plus valable que l'emploi comporte un volet

La formation en chiffre en 1996

STAGES	171
STAGIAIRES	4 520
TOTAL JOURNEES STAGIAIRES	138 374
PERFECTIONNEMENT OFFICIERS	142
APPLICATION OFFICIERS	141
EOR	630
SOUS-OFFICIERS 1 ^{er} NIVEAU	204
SOUS-OFFICIERS 2 ^e NIVEAU	336
STAGIAIRES DU CENTRE D'ADAPTATION OP.	792
RESERVISTES	346
STAGIAIRES ETRANGERS	78
SOUS-OFFICIERS CANDIDATS 1 ^{er} NIVEAU	95
SOUS-OFFICIERS CANDIDATS 2 ^e NIVEAU	632

technique spécifique (chef de section HOT, Mortiers, Milan...).
L'EVALUATION
L'évaluation est un des rares moyens qui permet de savoir objectivement si la formation dispensée a atteint son objectif. Elle doit être réalisée pour chaque action de formation auprès de trois popu-

lations : le formé, le formateur et l'employeur. Si les deux premières catégories de personnel participent régulièrement à ces évaluations, il n'en était pas de même pour la troisième. Aussi, l'EAI réalise une évaluation de ces stages auprès des corps de l'infanterie. Résultats complets dans le n° 3 de "Fantassins".

Le régiment d'infanterie organisation future

Le Centre d'Etudes Tactiques et d'Expérimentation de l'Infanterie a été associé depuis mai 1996 à un groupe de travail placé sous la présidence de l'Inspection de l'infanterie. Ce groupe d'études avait pour but de présenter au printemps 1997 la maquette de l'organisation future des régiments d'Infanterie dans le cadre des "chantiers" liés à la professionnalisation de l'Armée de terre. Le présent dossier a pour finalité de vous présenter le résultat de ces travaux. Il ne s'agit pas encore d'une organisation officielle car la maquette remise doit être acceptée par l'EMAT avant qu'un Document Unique d'Organisation ne soit édité avant l'été.

Les contraintes

Elles étaient données par le Bureau Organisation Effectif de l'EMAT. Les deux principales étaient les suivantes :

- Effectif du régiment limité à 1100 hommes, dont 20 non disponibles en "organisation" car gagés par le BOE pour conserver un volant de précaution. Ces 20 postes ont disparu définitivement en décembre 1996, pour la création du "rendez-vous citoyen". Les régiments sont donc limités à 1080 hommes.

- BOE avait déjà préformaté certaines cellules du régiment - groupe administratif des UE, section de maintenance, groupe NBC et Unité de Base et d'Instruction

- avec une vision TTA uniforme pour l'ensemble des régiments de l'Armée de terre. Il a donc fallu en tenir compte et faire accepter une vision "infanterie" de ces entités.

Les impératifs

Ils ont été fixés par le groupe de travail à partir des principales conclusions de la Commission Consultative Permanente de l'Infanterie de 1995 :

- Homogénéité des structures de tous les régiments,
- Organisation quaternaire (4 compagnies de combat),

- Abandon des compagnies de chars dans les régiments "mécanisés",

- Préservation des appuis au sein des régiments : section de mortiers lourds (81 mm en double dotation), section antichar, section de renseignement régimentaire,

- Conserver comme cellule de base la section "ERYX" à 40 fantassins,

- Préserver les capacités de combat rapproché et de contrôle du milieu.

suivantes :

- Combat rapproché : environ 420 fantassins débarqués,

- Combat antichar : 16 ACMP "Milan" et 27 ACCP "Eryx",

- Appui : 6 mortiers de 120 mm et de 81 mm LLR,

- Renseignement : 4 patrouilles de renseignement et pour les régiments de montagne, une section de renseignement et pour les régiments TAP, deux équipes de commando-parachutistes.

Le régiment

L'Infanterie conservera 20 régiments à l'horizon 2002 : 6 régiments "mécanisés", 7 régiments "motorisés", 3 régiments de montagne et 4 régiments parachutistes.

L'organisation du régiment telle qu'elle est présentée permet de mettre en avant les capacités

La compagnie de combat

La compagnie de combat, en raison des contraintes d'effectifs, ne comprend que trois sections de volige. Un nouveau type de section fait apparition au sein des compagnies, la section d'appui.



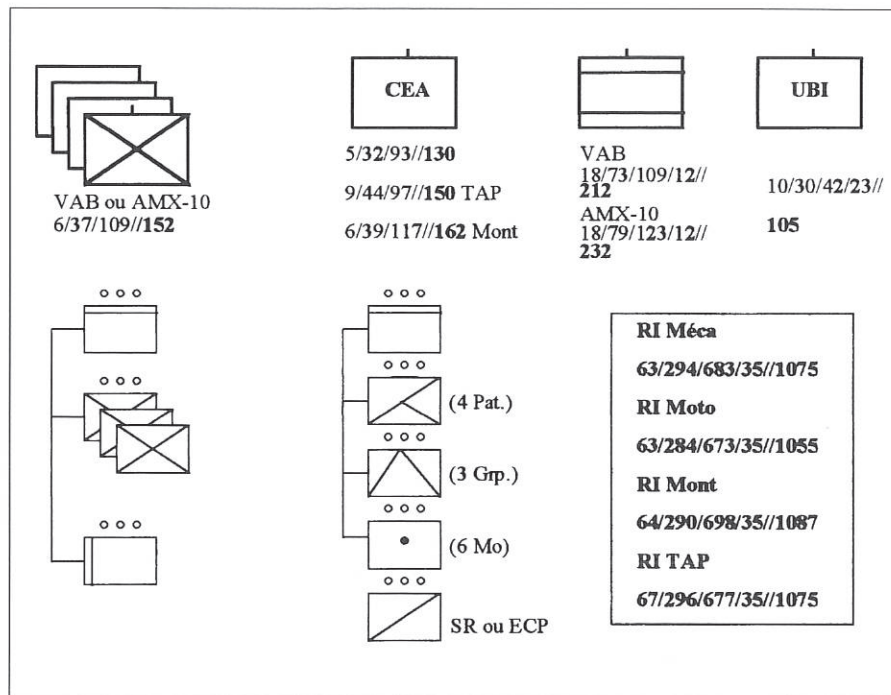
Elle peut être renforcée par le régiment qui peut détacher à la compagnie un second groupe Milan, une ou deux patrouilles de la SRR ou un groupe de mortiers de 81 mm LLR si la section de mortiers lourds est basculée en version légère.

La compagnie d'éclairage et d'appui

La CEA a une organisation classique mais allégée par rapport à la CEA actuelle. Elle comprend :

- Une section de commandement,
- Une section de renseignement régimentaire - SRR - (nouveau nom donné aux SER) avec 3 patrouilles de renseignement - antichar à 2 postes de tir Milan,
- Une section antichar à 3 groupes de tir de 2 pièces Milan,
- Une section de renseignement - SR - pour les RI de montage,
- Deux équipes de commando-parachutistes - ECP - (nouveau nom donné aux CRAP) pour les RI - TAP.

Le régiment d'infanterie



La compagnie anti-char HOT

L'infanterie conserve 6 CAC. Leur organisation est la suivante :

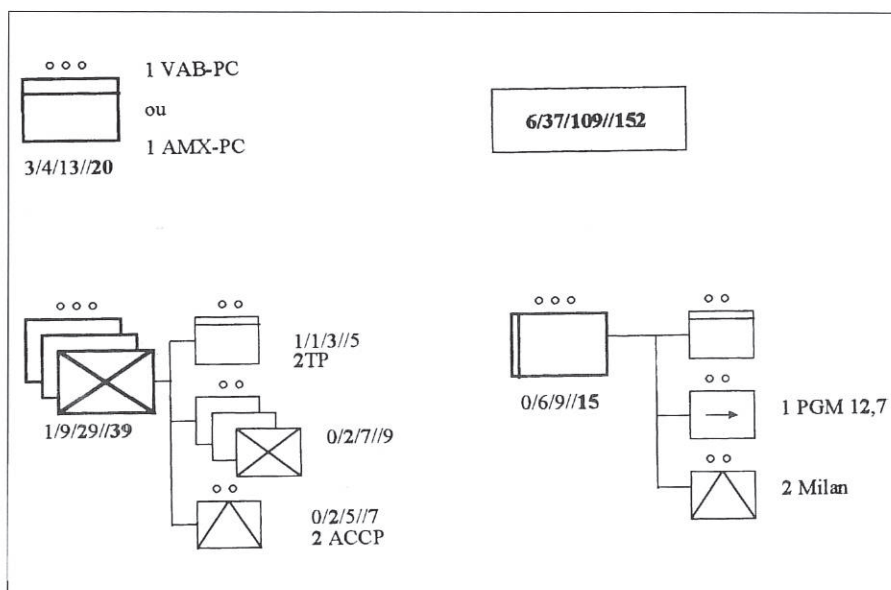
- Une section de commandement à 2/6/19 = 27

Cinq sections de tir à 1/4/12 = 17 ou 0/5/12 = 17 avec 3 véhicules de tir.

L'ensemble représente un effectif de 5/28/79 = 112 et 16 véhicules de tir (1 véhicule de maintenance).

L'infanterie aura donc à l'aube du XXI^e un effectif global de 22 800 hommes articulé en 20 régiments d'infanterie et un régiment appartenant au Commandement des Opérations Spéciales. Cela représentera la moitié de l'infanterie des années 80 et environ 17 % des effectifs de l'Armée de terre.

La compagnie de combat



LCL M. JEANNEAU
CETEI

La composante réserve du régiment d'infanterie professionnalisé

*D*e manière concomitante avec la professionnalisation, l'Armée de Terre mène la restructuration de ses réserves.

Un concept nouveau

La suspension de la conscription ne permettra plus de disposer de réserves nombreuses. On s'oriente vers une composante réserve plus resserrée, bien équipée, plus disponible : 30 000 hommes pour l'armée de terre. Recrutée sur la base du volontariat, instruite et entraînée au sein du régiment, auquel elle sera totalement intégrée, elle est susceptible de participer à toutes ses missions, préférentiellement sur le territoire national.



Un système d'hommes différent

La politique de recrutement des réserves privilégie le volontariat et devra être conduite par le régiment dans un esprit de conquête de la ressource (1).

Selon leur origine et leur mode de recrutement les militaires de

réserve seront classés en deux catégories :

- les VOLONTAIRES, issus du service actif professionnel, du service national rénové, ou directement de la société civile sans expérience militaire préalable,

- les DISPONIBLES, soumis à l'obligation légale de disponibilité et provenant des ex CCT et des ex volontaires du service national (2).

Une préparation opérationnelle en vue de l'emploi

La composante Réserve, de l'ordre de 220 hommes par régiment d'infanterie, ne sera plus vouée au "non emploi" comme dans un passé récent.

Au titre de la "mission majeure" les compléments individuels au nombre de 25 (8.7.10) pourront être sollicités pour participer aux exercices du régiment voire aux opérations dans les limites de leur disponibilité.

Au titre de la mission "base" : au nombre de 58 (2.10.46) et de la com-

pagnie de réserve du régiment : au nombre de 130 (5.43.82), les militaires de réserve seront davantage impliqués dans des activités visant à les préparer aux missions de défense terrestre et de défense civile.

Une synergie réserve-active

A la charnière du monde civil et militaire, les réservistes du régiment pourront être sollicités pour consolider le lien avec la société civile environnante. C'est ainsi que loca-

lement et régionalement le régiment créera avec eux un tissu relationnel qui lui permettra de vivre en bonne harmonie avec l'environnement socio-économique.

Mais surtout, les militaires de réserve devraient se sentir concernés et s'impliquer dans le défi du recrutement lancé au régiment : EVAT, VSN et volontaires réserve. La nébuleuse réserve pourra aussi apporter un concours précieux pour la reconversion des personnels d'active retournant à la vie civile.

Autant de raisons pour que le régiment considère sa composante réserve comme partie de lui-même et l'accueille fraternellement lorsqu'elle sera créée.



(1) Initialement les effectifs proviendront des régiments de réserve dissous.

(2) Dispositions figurant au projet de loi RESERVES qui devront être avalisées par le parlement.

Zone urbaine : expérimentation

Expérimentation d'une compagnie en contrôle du milieu en zone urbaine

En novembre 1994 le général Monchal, chef d'état-major de l'armée de terre, fixait un mandat d'expérimentation qui, sur le thème du contrôle du milieu en zone urbaine, invitait à une étude approfondie sur les équipements individuels du fantassin moderne et sur les structures des unités engagées dans ces missions particulières correspondant au scénario 5 du livre blanc de la défense.

Cette réflexion a été menée conjointement entre l'état-major de l'armée de terre (EMAT/Etudes), l'inspection de l'infanterie, l'école d'application de l'infanterie (CETEI), la STAT, l'état-major de la 27^e division d'infanterie de montagne et le 27^e bataillon de chasseurs alpins qui ont associé à leur démarche les grandes unités ayant participé à l'engagement des forces françaises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

Une unité élémentaire a été mise sur pied pour valider les concepts d'emploi, comme les capacités effec-

tivement développées par l'acquisition de matériels qui révolutionnent en partie le combat de l'infanterie :

- postes radio individuels du combattant avec équipement de tête dont sont dotés tous les personnels,

- moyens d'observations de nuit (IL) pour l'ensemble des personnels débarqués,

- éventail d'armement permettant de faire face à des situations très diverses (LGI FLY K, ABL-AT4CS, minimi, fusil TE 12,7 PGM, ERYX, canon de 20 mm sur VAB),

- systèmes d'aide à la visée pour le FAMAS jour + nuit, à savoir des lunettes claires avec viseur point rouge, des pointeurs lasers visibles ou IR.

Deux phases, un formidable espoir, voilà les points qu'il convient d'aborder pour comprendre l'intérêt d'une expérimentation qui s'est conclue, mais qui demeure féconde dans les conséquences qu'elle devrait avoir pour l'infanterie.

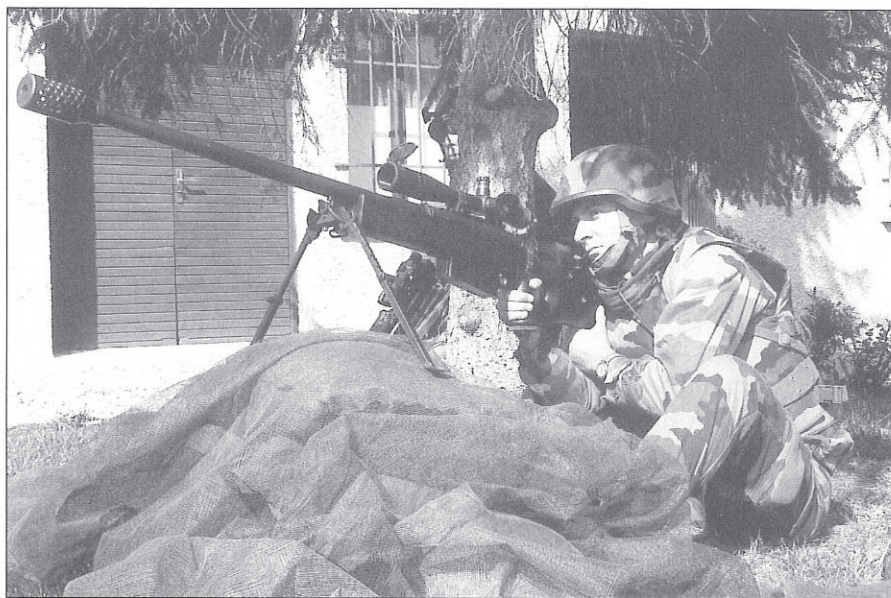


Deux phases d'expérimentation

La première phase s'est terminée le 7 juillet 1994 par une démonstration sur le site du CEITO au Larzac. Elle a consisté à présenter des modes d'action propres aux missions de maintien de la paix, des tirs comparatifs jour et nuit avec et sans équipements particuliers, et un TED d'unité expérimentale. Dotée d'une autonomie logistique égale à 10 jours, cette unité élémentaire de 174 personnels possédait une grande capacité à durer, grâce à sa modularité (12 groupes de combat interchangeables) pouvant armer, entre autres, des postes fixes de la valeur d'une demi-section. La lourdeur de cette première structure équipée d'appuis (groupe mortiers 81 mm et groupe MILAN) répondait au souci de passer sans aucun renforcement d'une posture maintien de la paix à une posture guerre. A la demande du général CEMAT le concept a été infléchi pour mettre l'accent sur les capacités d'investigation, de dénonciation et de réaction.

Ainsi la deuxième phase de l'expérimentation avec une unité dont la structure a été modifiée et allégée (154 personnels), a développé avant tout la capacité d'observation permanente de jour et de nuit, et la réactivité pour faire face à des situations très évolutives avec des moyens gradués et adaptés, tout en conservant une organisation, permettant de durer, très supérieure à celle connue par les compagnies engagées en ex-Yougoslavie, notamment à Sarajevo.

L'exercice de synthèse du sous-groupe de contrôle du milieu



en zone urbaine, qui s'est déroulé dans la ville de Briançon, du 17 au 22 mai 1996, fixait à l'unité des missions propres au scénario 5 du livre blanc, à savoir des missions de maintien de la paix et/ou à caractère militaro-humanitaire s'apparentant au contrôle du milieu.

Dans sa zone d'action le sous-groupe avait :

- une mission permanente, jour et nuit, de renseignement reposant sur l'observation d'une zone d'occupation et la surveillance d'une ligne de confrontation à partir de postes fixes (poste de contrôle et d'observation) et de patrouilles,
- des missions ponctuelles typiques du scénario précité, soit :
 - escorte de convois et protection d'autorité,
 - protection d'un lieu de réunion entre les belligérants,
 - contrôle des passages sur la ligne de confrontation,
 - soutien à l'action des ONG,
 - défense d'un dispositif et rétablissement d'une situa-

tion initiale dans le cadre de la légitime défense,

- mise en place d'un dispositif anti-sniping,
- reconnaissance systématique de nuit d'un quartier suite à une tentative de franchissement de la ligne de confrontation et donc d'intrusion en zone démilitarisée.

Un formidable espoir

Cette expérimentation apporte des conclusions particulièrement fructueuses pour l'infanterie de l'armée de demain. Elle a permis de convaincre ceux qui y assistaient que le «système d'arme fantassin» peut, lui aussi, connaître un programme majeur de modernisation par le développement, l'adoption et la mise en place de matériels qui existent déjà.

Au-delà des programmes en cours, une porte est ainsi ouverte pour aller plus vite et valoriser un métier difficile.

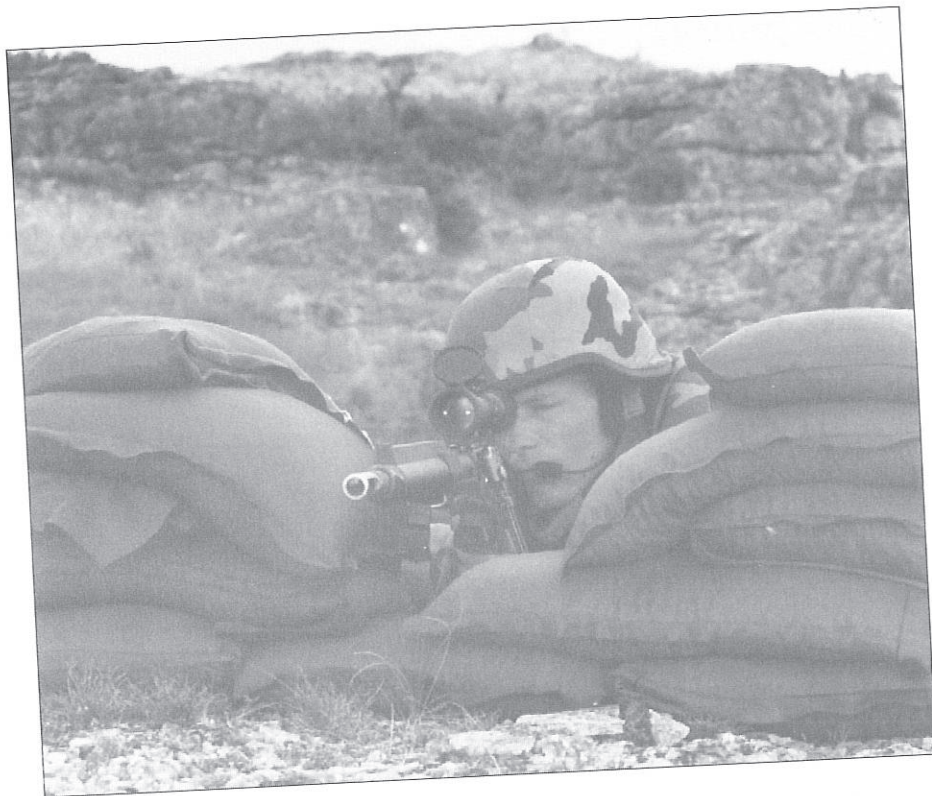
Le sous-groupe de contrôle du milieu en zone urbaine, avec ses effectifs, soit 154 hommes, avec ses équipements techniques et ses effets de protection, développe des capacités supérieures à toute autre unité d'infanterie classique :

Capacité à durer :

- par son organisation sur le terrain, soit 6 postes de 1/2 section et 1 section d'investigation réaction (SIR),
- par la protection que lui donnent :
 - les équipements en gilets pare-éclats, casques composites, et éventuellement les gilets pare-balles,
 - la possibilité de mettre tous ses personnels sous blindage (10 VBL et 17 VAB),
 - les moyens d'observation et/ou, de détection déportés (binoculaires, caméra thermique CASTOR, Radar RB 12).

Capacité de renseignement :

- par les moyens d'observation jour :
 - 26 jumelles UGO,
 - 6 jumelles 20 x 50,
 - 78 lunettes FAMAS,
 - 9 lunettes FRF2,
 - 5 lunettes TE 12,7 PGM,
 - 9 binoculaires de tranchée.
- par les moyens d'observation nuit :
 - 1 caméra CASTOR,
 - 6 caméras LUTIS,
 - 6 caméras MIRABEL (ERYX),
 - 65 OB 70,
 - 56 autres moyens IL classiques.



- par les moyens de communication individuels :

- tous les personnels sont équipés d'un poste radio individuel qui permet une transmission des ordres et des CR immédiats.

Capacité de réaction :

- grâce à sa structure et à la création d'une section d'investigation et de réaction qui permet :
 - de faire face à une éventuelle menace blindée,
 - de mettre sur pied un dispositif anti-sniping,
 - d'effectuer des patrouilles d'investigation.
- grâce à la variété et donc à l'adaptabilité des armements face à une menace particulière (du fusil à pompe au C20 mm) avec des moyens anti-véhicule (ABL) et anti-

char (ERYX) et à l'ensemble des systèmes d'aide à la visée qui donnent d'emblée une plus grande précision aux tirs. Le sous-groupe de contrôle du milieu en zone urbaine constitue donc une unité légère, quoique forte de 154 hommes, très modulaire et capable d'une efficacité déterminante.

En conclusion, cette expérimentation, qui a duré le temps d'un «temps de commandement» et s'est achevée conformément au calendrier établi, a été particulièrement riche. L'infanterie devrait voir ses capacités multipliées à faible coût par la mise en place rapide d'équipements existants et qui ont montré, à cette occasion, leur efficacité.

Capitaine J.F. MORIN
27^e bataillon de chasseurs alpins

Le CETEI à l'ITDU de Warminster

En visite de réciprocité auprès de l'ITDU (Infantry Trials and Development Unit), équivalent britannique du CETEI, trois officiers du Centre d'Etudes Tactiques et d'Expérimentation de l'Infanterie ont pu juger, 48 heures durant, certains matériels en dotation ou à l'étude dans l'infanterie britannique. Amenés à œuvrer ensemble sur de nombreux théâtres d'opérations et dans une nécessaire perspective de coopération européenne à une période de grand renouveau de nos matériels et de nos structures, cette visite présentait un caractère particulièrement intéressant.

Trop techniques, il serait fastidieux d'aborder tous les points traités et les enseignements tirés. Seules quelques grandes tendances vous sont proposées. Synthèse.

L'impression générale est rassurante car les préoccupations de l'Infanterie britannique sont très voisines des nôtres. Ils ne sont pas plus avancés que nous et nous n'avons pas plus de retard.

L'absence de DGA et STAT britanniques confère au directeur de l'ITDU une liberté d'action totale et lui autorise un contact direct avec les industriels. Ainsi, dans le cadre d'une étude quelconque de matériel d'armement, lorsque le prototype fourni par l'industriel ne convient pas pour répondre au besoin opérationnel exprimé, le centre réalise lui-même le prototype souhaité. Celui-ci est alors cédé à un fabricant qui en assure la production moyennant, si nécessaire, quelques modifications techniques pour en faciliter la réalisation.

D'une approche initiale très voisine, le programme FIST (équipement du futur) semble s'éloigner du concept français et se rapprocher du concept de "numérisation du champ de bataille" propre aux américains. La mise en place à l'ITDU d'un sous-officier supérieur américain dans le cadre de ce programme n'est pas sans conséquence.

Le programme VBCI nous donne légitimement des inquiétudes. Nos amis britanniques possèdent déjà leur véhicule de combat "WARRIOR" dont l'amélioration

à mi-vie avec un canon stabilisé et une tourelle plus performante est envisagée. Ils s'orienteraient donc plutôt vers un véhicule "bas de gamme" pour équiper l'infanterie légère et l'environnement logistique. Le compromis franco-britannique sera donc difficile à trouver, d'autant plus difficile que les allemands ont une approche identique du problème. Les italiens viendront-ils à notre secours ?

La simulation du tir, avec le système FATS, peut séduire. Fiable et performant il correspond parfaitement au besoin. Par contre, selon eux, leur fusil d'assaut ne donne pas satisfaction notamment au niveau du fonctionnement. Mais au-delà, c'est la politique pragmatique du tir qui exige que la simulation soit systématiquement confirmée par un tir réel. La simulation apporte donc une approche pédagogique du tir, avec une progression individuelle et collective plus rapide mais surtout pas une économie de munitions.

Enfin, à l'heure où, en France, nous nous penchons sur la création d'un village de combat permettant une action interarmes jusqu'au niveau sous groupement et plus, "COPEHILL DOWN VILLAGE" représente un potentiel d'instruction ou d'entraînement particulièrement intéressant. Savez-vous que dans ce village, riche de 85

immeubles ou maisons et ouvert sur une zone des approches de 360°, on y prépare un séjour en BOSNIE avec de véritables habitants bosniaques, rémunérés pour la circonstance ?

En conclusion, cette visite très instructive dans le domaine de la connaissance mutuelle aussi bien au niveau des personnels traitant des mêmes centres d'intérêts qu'au niveau des orientations des programmes et des réalisations concrètes, nous a permis de faire un triple constat :

- Les anglais sont toujours aussi demandeurs de renseignements et d'échanges à la condition, parfois ouvertement exprimée, que ceux-ci se fassent prioritairement dans le sens "INPUT".

- La qualité de l'accueil est exceptionnelle et depuis leur adhésion à l'Europe ils ont fait un énorme progrès au point de vue culinaire et ils savent le reconnaître.

- Si, pour vous rendre à WARMINSTER, vous optez pour un transport par VF, attention : la durée passée dans le moyen de transport local est inversement proportionnelle à la distance à parcourir. Alors, après le Channel, prendre son mal en patience. Et là encore, ils savent en convenir.

LCL ANGER

dossier

Le Centre d'Adaptation Opérationnelle Formation aux actions extérieures

Le CAO a reçu la mission d'organiser, entre autres, des stages de formation aux actions extérieures (EMPLOI).



Il s'agit pour le Centre de concevoir, de planifier, d'organiser et de conduire des stages préparant l'encadrement des unités partant hors hexagone à accomplir leurs missions de maintien ou de rétablissement de la paix, ceci avec la meilleure efficacité possible dès leur arrivée dans la zone d'engagement.

Une partie des cours est dispensée par les formateurs de l'EAL, les autres sont assurés par des intervenants extérieurs.

Ces stages s'adressent à l'encadrement des unités, incluant les éléments de protection de la chaîne soutien.

Les périodes d'instruction ne font pas l'objet d'un calendrier rigide mais s'adaptent à la planification des relèves prévues par l'EMAT avec lequel le centre reste en liaison étroite. Les stages sont programmés 1 à 3 mois avant le départ des unités de façon à retransmettre l'information reçue à leurs cadres subordonnés et aux MDR. La durée des stages est de 2 semaines et ils

s'adressent à différents niveaux du commandant de bataillon au chef de section. L'effectif moyen est de 40 cadres mais peut atteindre 50 voire 55. Les cadres reçoivent une information concrète sur leur zone d'engagement et les principales missions qu'ils auront à y accomplir. Afin que nos hommes n'aient pas tout à découvrir en arrivant sur le théâtre d'opération et donc pour réduire les délais d'adaptation, il nous a semblé nécessaire d'aborder, avant leur départ, un certain nombre de points essentiels et spécifiques du pays dans lequel partent les stagiaires.

1 - Présentation de la situation générale et particulière de la zone d'engagement.

2 - Temps fort du stage et activité la plus prisée : les témoignages de cadres (OFF OPS-CDU-CDS MEDECIN-DPSD) ayant servi aux mêmes endroits que la future relève, qui donnent une information réaliste sur la mission par l'exposé de cas concrets vécus.

3 - Information sur le danger des mines.

4 - Présentation des règles d'engagement spécifiques du théâtre dans le cadre de l'ONU ou de l'OTAN.

5 - Présentation du droit international humanitaire, du stress au combat (d'après les études du CRH) et sur la manière d'aborder les médias (SIRPA et journalistes).

6 - Un exercice synthèse est joué sur le système JANUS en s'appuyant sur de véritables ORDOPE du théâtre. Au cours de cet exercice interviennent, pour mettre les personnels en situation, les OLI de l'École et des journalistes ; certaines séquences sont d'autre part jouées en anglais.

7 - Simultanément à l'instruction générale et spécifique, est dispensé un enseignement sur la pratique de la langue anglaise dont nous savons qu'elle est le vecteur principal de la communication lors des interventions internationales. Cet enseignement est essentiellement orienté vers une terminolo-

gie pratique et opérationnelle : vocabulaire militaire, procédure radio et téléphonique. L'École s'efforce de faire en sorte que la langue anglaise ne constitue plus une barrière incontournable dans ce type d'intervention.

L'EAI possède à travers le CAO un centre interarmes voire interarmées qui draine un important auditoire extérieur.

Le CAO réalise chaque année entre 4 et 6 stages de formations aux actions extérieures.

L'expérience prouve qu'il répond là à un réel besoin qu'éprouvaient nos formations lors de leur engagement hors de nos frontières.

En 1997 quatre stages ont déjà eu lieu :

- deux stages SFOR
- un stage FINUL
- un stage Etat-major SFOR

CBA DIDIO



Ça bouge côté trans !

Le remplacement progressif des postes de la série 13 par les postes du Programme Radio de 4^e Génération, puis la mise en place des valises MESREG (Messagerie régimentaire) au profit des chefs de corps et des commandants d'unité constituent une véritable révolution pour les fantassins en ce qui concerne l'emploi, les possibilités, la mise en oeuvre ou la gestion de leurs moyens de transmissions.

Ces matériels nouveaux exigent un véritable changement dans les mentalités. Ils offrent des services autrefois impensables et aujourd'hui indispensables à la sécurité des transmissions, mais présentent aussi quelques contraintes. L'École d'application de l'infanterie a très rapidement pris en compte l'arrivée de ces matériels dans ses programmes d'instruction. Cet article propose de faire un bref point de situation sur ce sujet.

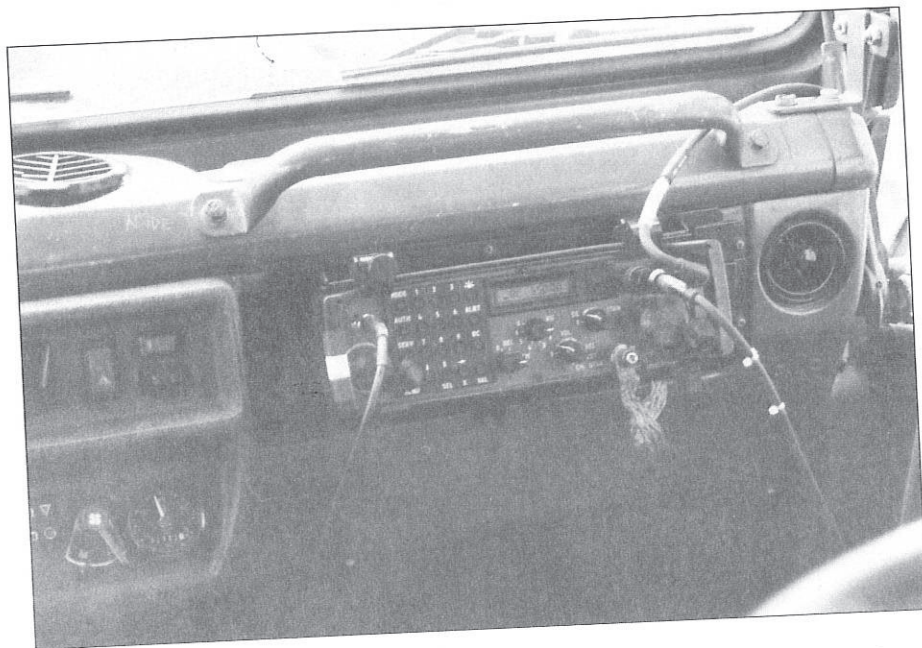
Des services remarquables

Le PR4G offre toute une gamme d'émetteurs-récepteurs :

- le poste portatif (0,1 W et 1 W) pour le niveau chef de groupe,
- le poste portable (0,4 W et 4 W) pour le niveau chef de section, adaptable en boîte à gants et en portable débarquable,
- le poste véhicule (0,4 W, 4 W, 40 W) pour le chef de corps et le commandant d'unité,
- le poste aéroporté (0,5 W, 5 ou 10 W) pour l'ALAT.

Il permet d'établir des communications VHF protégées et en évacuation de fréquence (EVF). Le mode « évacuation de fréquence » (changement de fréquence plusieurs centaines de fois par seconde) et un système de chiffrement intégré, rendent les émissions beaucoup moins vulnérables à la guerre électronique (écoutes, localisation...). De plus, en cas de brouillage, le poste permet de travailler en recherche de canal libre (RCL).

Le PR4G offre des services « révolutionnaires » tels qu'un système d'authentification à base d'un code à quatre chiffres, la possibilité de

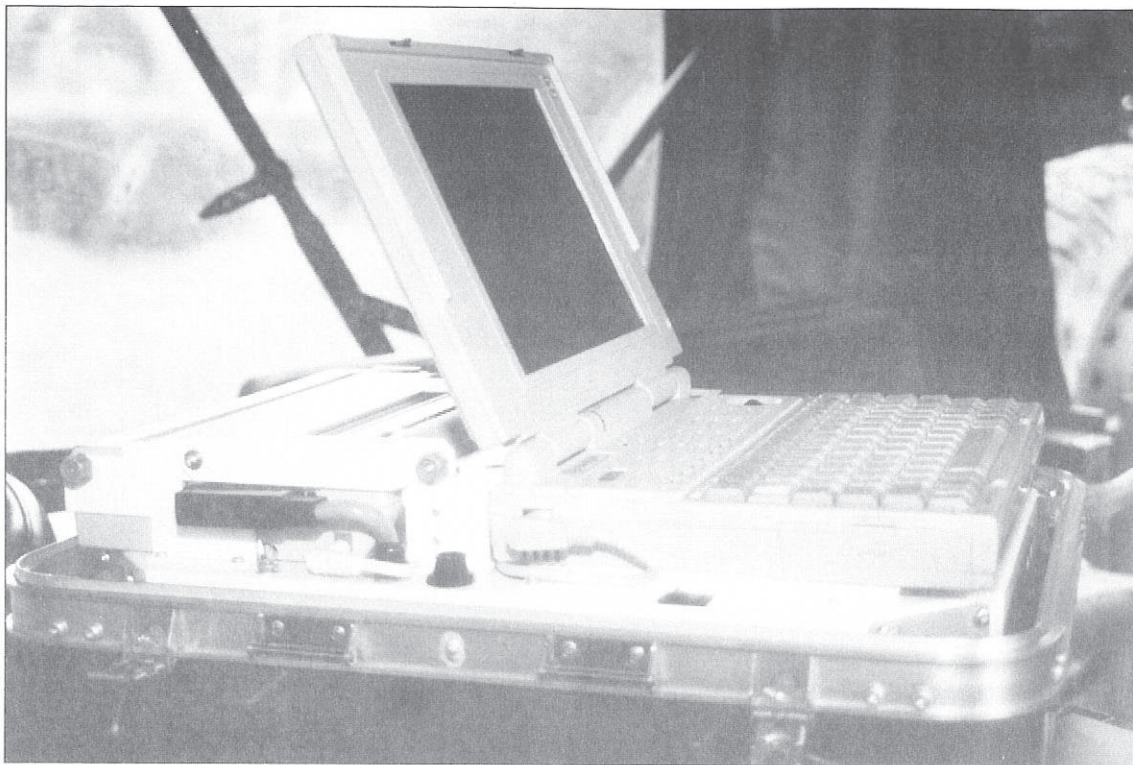


communiquer avec une seule des stations du réseau, la diffusion de l'alerte, un test de la liaison, l'appel prioritaire pour la station directrice.

Il permet en plus, grâce à un système de canaux et de passerelles, de rentrer le cas échéant, en liaison avec toute unité de la division et de travailler en clair avec les postes de la série 13. Ces performances sont possibles grâce à un système d'initialisation du poste qui consiste à charger au départ de la mission, dans la mémoire de l'émetteur, les

données techniques contenues dans un boîtier appelé Distributeur de Données Initiales (DDI). Ces données ont été élaborées par la cellule COMTSI (commandement des télécommunications et des systèmes d'information) de la grande unité et distribuées par l'Officier transmissions du corps.

En remplacement du TERMIT, le système est complété par le Terminal Tactique et de Gestion des Clés (TTGC) dont les chefs de section devraient être dotés.



La valise MESREG (ci-dessus), quant à elle, est un micro-ordinateur portable associé à une imprimante et à un dispositif d'alimentation, le tout solidaire et contenu dans une valise.

Raccordée à un poste radio (PR4G, TRPP13, TRC 950...) ou à tout autre support (satellite, réseau téléphonique etc.) elle permet aux chefs de corps et aux commandants d'unité de transmettre en réseau des messages formatés ou libres ou tout autre fichier informatique. Elle dispose des logiciels WINWORD 6, EXCEL 5, POWER-POINT..., de formats pour la messagerie tactique ou logistique en usage dans l'armée de terre, d'un système de chiffrement intégré et d'un logiciel de communication très convivial.

Des contraintes

Les matériels nouveaux, plus complexes, demandent une instruction plus poussée. En effet, la formation sur ces matériels est plus longue et nécessite une pratique régulière. L'initialisation du poste et son exploitation représentent un apprentissage d'une dizaine d'heures.

Cinq heures sont indispensables pour savoir exploiter correctement la valise MESREG (dans la mesure où l'opérateur a déjà de bonnes notions en bureautique).

De même, le PR4G et ses périphériques associés (DDI, TTGC) contiennent une multitude d'informations techniques dont des clés de chiffrement. Ils permettent d'établir des communications approuvées CONFIDENTIEL DEFENSE. A ce titre, ces matériels sont classifiés « articles contrôlés de la sécurité des systèmes d'information » (ACSSI). Cette qualification entraîne l'application d'un certain nombre de mesures assez draconiennes et incontournables pour les utilisateurs et les détenteurs.

Parmi ces mesures :

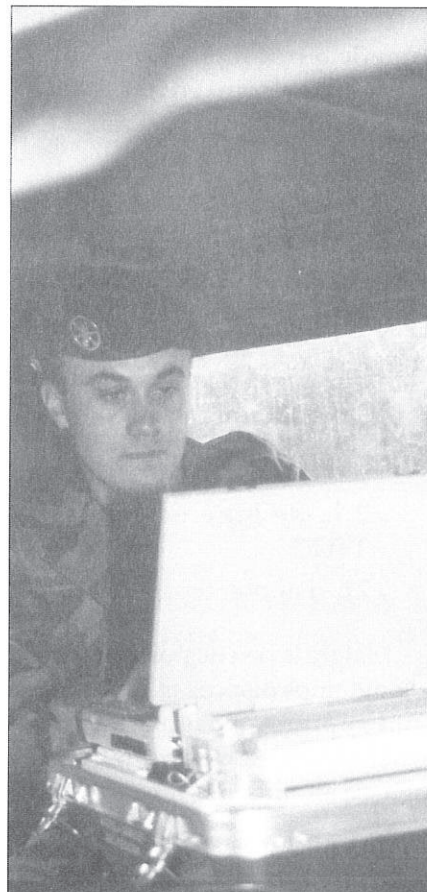
Les opérateurs doivent être titulaires d'un agrément à la sécurité des systèmes d'information (SSI) délivré par les officiers SSI des corps après instruction.

Les postes doivent être stockés après un effacement des données dans un local aux normes de sécurité.

Enfin, la valise MESREG, conçue à partir d'un matériel civil n'est utilisable que dans certaines conditions de travail (températures supérieures à 0°, véhicules à l'arrêt par

exemple). L'équipement des unités de l'armée de terre est progressif et devrait s'achever à l'horizon 2000.

Les postes de la série 13 sont certes encore majoritaires mais dans un souci d'efficacité, la formation concernant ces nouveaux matériels doit précéder leur mise en place.





L'E.A.I déjà bien rodée

L'Ecole d'application de l'infanterie a très rapidement pris en compte les besoins en formation de ses cadres et de ses stagiaires. Elle a inclus, dès 1995, dans les programmes de formation de ses officiers et de ses sous-officiers stagiaires, 6 à 8 heures d'instruction sur le PR4G, et elle forme ses cadres. Le programme d'instruction type comporte :

- 2 h. de présentation du système.
- 2 h. de mise en oeuvre et d'exploitation du poste.
- 2 h. de mise en oeuvre du TTGC.
- 2 h. d'apprentissage en réseau.

Malgré le peu de postes dont elle a longtemps disposé et l'absence de tout support pédagogique, l'instruction a tout de même été dispensée au plus tôt.

Aujourd'hui, cet enseignement est bien rodé. Les formateurs maî-

trisent parfaitement le système et les conditions de travail ont été considérablement améliorées. L'école peut se prévaloir d'avoir déjà formé près de 5000 cadres et stagiaires. Les unités qui sont de passage à l'école demandent régulièrement à être instruites.

En ce qui concerne la valise MESREG, un volume de 3 heures a été consenti pour former les futurs commandants d'unité, et les quatre valises dont dispose aujourd'hui l'E.A.I sont utilisées dans les exercices tactiques de simulation de JANUS.

L'instruction en évolution constante

Le système MESREG est appelé à perdre un peu de son intérêt avec la mise en place du Système d'Information Régimentaire, «le SIR». Ce système de réseau informatique avec cartographie intégrée

s'apparente au SIC utilisé au niveau de la division.

L'E.A.I étudie avec le COFAT les possibilités, les exigences et les contraintes de cette formation qui devrait démarrer en septembre 1999 pour les futurs commandants d'unité.

Les moyens de transmissions du fantassin se sont considérablement modernisés au même titre que son armement, sa tenue, ou son équipement. Leur fiabilité et leurs capacités le placent en position de force pour ses besoins en liaison. A une époque où les règles d'engagement sont draconiennes, le commandement a besoin de savoir «tout, vite et à l'insu de ses adversaires potentiels».

Le PR4G, MESREG et demain le SIR, bien exploités, répondent à cette exigence.

Capitaine IACONO

"Il n'est pas deux sortes d'héroïsme"

Au Capitaine Patrick-René Devos et à l'Adjudant Gérard Giraldo (6^e RPIMa).

Ils ne sont pas morts. Ils ont été tués.

C'étaient des militaires qui faisaient la paix.

On a tiré sur eux. Comme même à la guerre, nul ne le fait. On les a exécutés dans le dos. Cela s'appelle un assassinat. Ceux-là mêmes qui leur avaient serré la main ont pressé une queue de détente. Eux confiants, ils s'éloignaient. Ils avaient avancé de quelques pas. A peine retournés, ils esquissaient un geste d'au revoir par-dessus l'épaule*. Mais pour chacun une seule balle en fit un adieu. Ils étaient deux. Ils n'étaient que deux, sans armes, venus pour parler. Juste pour parler. Pour parler entre hommes. Du moins, ils les avaient supposés tels. Les autres s'étaient amassés pour palabrer. Et tous avaient été jusqu'à rire ensemble. Mais dans les éclats finissant, un autre résonna. Les mots n'étaient pas vrais pour tous.

Il ne faut pas croire non plus que c'étaient des tendres ou des dupes. Faisant partie des forces spéciales, ils connaissaient le métier. L'opérationnel était leur lot. Là, ils intervenaient au profit d'un pays étranger avec lequel la France est liée par des accords de coopération. Leur mission consistait à aider des ethnies à se réconcilier. La tâche s'annonçait délicate. Mais déjà ils obtenaient des résultats. Bientôt sûrement les tensions passeraient ; peut-être. Tandis qu'eux s'en iraient plus loin faire taire d'autres armes. De ces armes qui les ont atteints. Froidement. En guise de cruel merci. Pour solde de tout compte.

Alors, vous qui voulez ignorer que ces hommes, même s'ils sont militaires, peuvent avoir mal. Qu'ils souffrent aussi quand on les blesse, je vous prie de ne pas penser qu'ils sont aussi faits pour mourir. Non ! Pas de cette manière-là. Innommable. Intolérable. Inacceptable. Car aucun de ces deux soldats n'avait «signé» pour finir ainsi. Formés à se battre, ils connaissaient la mort. Ils avaient appris à encaisser. Ils savaient inhiber également tout sentiment. Mais sur un ordre, ils se seraient battus comme des lions pour ceux qui

les ont abattus comme des chiens. Pis ! Comme des lâches qu'ils ne pouvaient pas être.

Mais quelle importance... dans le même temps, des hommes risquaient leur vie ailleurs, autrement. Dans une course de voitures en pleine Afrique. Dans une régata de voiliers en plein océan. Des motards dérapaient. Des navigateurs chaviraient. Et soudain, les médias tinrent en haleine le public. Allait-il pouvoir reprendre la route ? Allait-on pouvoir le secourir ? Un ne terminera pas sa course. De l'autre, on restera sans nouvelles. Comprenez-moi, je ne veux faire aucune différence entre les morts. Je suis trop respectueux du chagrin de leurs proches. Ces hommes appartiennent en effet à cette race d'hommes qui côtoient le danger et font rêver parce qu'ils se mesurent aux éléments et acceptent d'en payer le prix. Je tiens seulement à dire que dans les deux cas, ce n'est pas la même aventure. Lorsqu'on se lance dans un rallye, pour un challenge, on comprend les règles. C'est précisément cette acceptation du péril qui motive et force l'admiration. Et quand à l'occasion, l'un succombe, il est injuste de s'en prendre au désert ou aux vagues que le défunt aimait au point de s'y précipiter. En revanche, quand des hommes s'engagent pour la paix, qu'ils partent aux quatre vents la défendre et qu'ils périssent sans qu'on leur ait laissé une chance de lutter, alors là on est fondé à en vouloir à la terre entière. Ils sont tombés parce qu'ils ont été tués «hors jeu». C'est cette «irrégularité» qui est inadmissible !

Mon Capitaine, mon Adjudant, non, vous n'êtes pas morts. Vous ne serez jamais des morts comme les autres ! Aussi ne doit-on pas vous tuer une seconde fois par le silence et l'oubli.

LCL LEFEBVRE Thierry

(* La réalité a peut-être été tout autre ; cf. article de F. Pons. Leur mort, elle, est véritable.)

Le 122^e R.I./C.E.I.T.O. Aujourd'hui et demain.



Depuis 1992, le 122^e R.I./C.E.I.T.O. est capable d'accueillir le volume de quatre unités simultanément en stage de tir sur le camp du Larzac. Ces stages proposés en priorité aux compagnies d'infanterie se classent en deux catégories.

Les périodes de tir d'une durée de deux semaines (8 jours ouvrables de tir), gérées par la circulaire ministérielle pour les unités abonnées au C.E.I.T.O. au titre de la politique de tir (infanterie blindée VAB et infanterie légère). Ces séjours sont consacrés à l'entraînement au "tir opérationnel" dans une première phase, puis, dans une deuxième phase à l'évaluation du type "stade 3" de l'unité sur des parcours très réalistes.

Les périodes de tir d'une semaine, entièrement consacrées à l'entraînement au "tir opérationnel", proposées aux unités abonnées ou non abonnées au centre.

Ces séjours s'adressent aux unités en phase de préparation à des opérations extérieures et aux unités d'infanterie blindée X 10 en vue de les entraîner aux tirs débarqués des groupes et des sections avant les évaluations "stade 3" sur les parcours "RHAPSODIE" ou

"SYMPHONIE".

Ces stages sont résolument orientés vers des parcours de tir niveau cellules de mise en oeuvre et cellules tactiques afin de se terminer par un parcours de l'unité de manoeuvre ou le commandant d'unité est en mesure alors de faire un bilan précis sur la qualité de sa compagnie en matière de "tir opérationnel".

Depuis 1994, le 122^e R.I./C.E.I.T.O. propose des stages de perfectionnement sur système d'armes (Milan, Tireur de précision, mortier de 81...). Ces stages s'adressent à des éléments de 10 à 30 servants encadrés par la formation demandeuse. Le programme de la période est conçu en collaboration avec le bureau instruction du régiment intéressé. Le centre met à disposition ses installations ainsi que des cadres spécialistes qui guident et conseillent l'encadrement de contact sans jamais se substituer à lui.

Résolument orienté vers l'avenir, le 122^e R.I./C.E.I.T.O. s'est fixé deux objectifs majeurs :

- l'amélioration des capacités d'entraînement,
- le développement des complexes d'évaluation.

Implanté sur le camp national du Larzac (3200 hectares) le 122^e R.I. C.E.I.T.O. est l'outil dont l'infanterie s'est dotée pour réaliser la politique de tir décidée en 1993. Grâce à des installations performantes le C.E.I.T.O. offre à toutes les unités d'infanterie légère et blindée (VAB) des possibilités d'entraînement efficaces et des parcours d'évaluations très réalistes.

L'amélioration des capacités d'entraînement passe par l'utilisation du SITTAL dans le cadre de la montée en puissance avant l'évaluation. En effet, ce système permet de façon significative d'améliorer l'acquisition des automatismes de déclenchement du tir et de conduite des feux de la cellule de mise en œuvre avant une validation sur un parcours de tir.

C'est pourquoi le 122^e R.I./C.E.I.T.O. s'est engagé dans une réflexion dont l'objectif est la mise en œuvre pour 1998 de trois SITTAL permettant de faire travailler la cellule tactique dans son ensemble.

Premier pas dans l'amélioration tactique des évaluations de type "stade 3", le 122^e R.I./C.E.I.T.O. expérimentera un nouveau concept de parcours défensif sur le "complexe bleu" dans le courant de l'année 1997. Le but est d'intégrer au cours du combat mené en phase défensive un "variantement" de la manœuvre ennemie en fonction du taux de destruction occasionné par

la qualité des tirs appliqués par la compagnie évaluée. Le nouveau concept d'évaluation, outre son caractère très réaliste, augmentera les élongations des déplacements, permettra des dispositifs plus aérés et parfois échelonnés et renforcera le rôle du "chef opérations" du régiment.

Enfin, un nouveau complexe d'évaluation "CPX VERT" est en train de voir le jour sur une partie du camp. Ce complexe permettra d'évaluer les unités d'infanterie en posture offensive sur un terrain favorable et conforme aux règlements d'emploi et à l'utilisation de tous les systèmes d'armes en dotation.

Ce parcours permettra l'application de savoir-faire techniques très variés:

- Le tir de toutes les armes de bord,
- Le tir sur objectifs mobiles à tous les systèmes d'armes (cibles AC, cibles ALI),
- Le tir en site positif ou négatif,

- Le tir des groupes antichars ERYX,

- Le réglage d'un tir de mortier de 81 ou 120 mm.

L'utilisation de ce complexe prévue vers 2002 pourrait commencer en mode dégradé dès 1998. Le réseau de piste est pratiquement achevé aujourd'hui. La ciblerie a été livrée dans le courant du mois de décembre. A terme CPX VERT ne remplacera pas le complexe existant mais il le complètera en permettant de travailler sur des terrains différenciés et adaptés à la manœuvre.

Le 122^e R.I./C.E.I.T.O. est un centre unique en EUROPE dont la vocation est l'amélioration de la capacité opérationnelle de l'infanterie. Ses savoir-faire dans le domaine du tir opérationnel ont franchi les frontières de l'hexagone, les nombreuses visites de délégations étrangères (Autrichiens, Allemands, Espagnols, Anglais, Suisses...) en sont le témoignage.

LCL ALCADÉ
Chef de Corps 122^e R.I./C.E.I.T.O.



Le mortier de 81 mm LLR

La mise en place du mortier de 81 mm Léger Long Renforcé au sein des sections «Appui Mortier» de l'infanterie.

Au cours du second semestre 1997 débutera la livraison de 8 mortiers Léger Long Renforcé (LLR) de 81 mm en double dotation au sein des sections Appui Mortier des régiments d'infanterie.

Cette mise en place concrétise la phase 2 du concept de valorisation des sections mortier qui lui confère la capacité d'INTERVENTION.

Basé sur la parfaite analogie avec le mortier de 120 mm R.T.F.1, le service de cette nouvelle arme lui sera totalement identique :

- culasse semblable,
- mécanisme de percussion semblable,

- appareil de pointage (GP2) du 120 R.T.F.1,

- obus équipé d'un dispositif de propulsion à base de cartouche (à poste) et d'appoints de charge (3 couleurs) semblable aux munitions de 120 mm P R Y F1,

- l'environnement d'aide au tir (calculateurs, télépointeur mortier, G P S etc.) sera également celui en dotation au sein de la section appui mortier,

- le dispositif de tir réduit destiné à l'instruction des servants et des cadres existe comme en 120 mm (obus inerte et cartouche de 22 mm à TIRE D).





Conséquence sur la formation opérationnelle

La suppression des groupes 81 mm des unités élémentaires et la mise en place du principe de double dotation au sein des sections appui mortier permettront de conduire une formation unique 120/81 grâce à un emploi homogène ayant pour base des «réflexes» communs aux deux calibres.

Ainsi la demande de tir appui mortier sera commune quelle que soit l'arme ; il en sera de même pour conduire la «mise en place» des tirs en se référant :

- à la méthode de réglage par

encadrement en observation latérale.

- ou en réglage par observation (GDS-Gisement-Distance-Site) si les moyens l'autorisant sont réalisés.

A présent, système d'arme parfaitement homogène, l'appui mortier au sein du régiment retrouve une nouvelle «jeunesse» grâce à sa simplicité, sa souplesse, sa précision et surtout sa capacité de projection dans l'attente d'une transmission automatisée.

Cellule mortier AIT

GAO Groupements

1^{re} phase : Bilan

Le cycle d'instruction au GAO dure une année scolaire, du 1^{er} septembre au 31 juillet. Cette année est elle-même divisée en deux phases distinctes.

La première phase, commune, est l'occasion de donner à tous les stagiaires une même formation de base d'officier chef de section d'infanterie, quant à la deuxième phase, de spécialisation, elle vise à l'acquisition de l'ensemble des savoir-faire nécessaires au premier emploi (chef de SML, chef de SAC, chef de section mécanisée, chef de section HOT...).

La fin de la première phase, clôturée par le choix des corps le 9 avril, a été ponctuée par un certain nombre de moments forts, stage au CNAM en janvier, camp de synthèse à SISSONNE en mars et rallye de contrôle au camp des GARRIGUES les 2 et 3 avril 97.



Séjour au CNAM

Le but du séjour au CNAM de BRIANÇON est d'aguerrir les lieutenants grâce au combat en milieu montagneux mais également de leur faire découvrir les spécificités de l'infanterie alpine.

Pendant deux semaines, chaque lieutenant a suivi l'instruction montagne à partir d'un refuge dans lequel il a passé deux fois 4 jours. Construction d'igloo, déplacements en peaux de phoque ou en raquettes, tirs, reconnaissance d'un col, réductions de résistances et défense d'un passage obligé ont été les principaux domaines étudiés par les lieutenants. Les stagiaires ont pu s'apercevoir que le combat en milieu montagneux présentait des difficultés spécifiques et qu'il nécessitait un entraînement et une acclimatation aux rigueurs hivernales.

Ce séjour permet également de donner à tous les lieutenants une formation de base quant aux impératifs liés aux stationnements en montagne ou en milieu hivernal hostile.

Le camp de Sissonne

Du 5 au 20 mars, le camp de SISSONNE accueille le GAO. Celui-ci, à l'occasion de son camp de synthèse a l'opportunité de pouvoir disposer du volume d'un régiment d'infanterie :

- 2 compagnies de combat sur VAB du 152^e RI.
- 1 compagnie de combat mécanisée du 35^e RI.
- 1 SER du 3^e RI.
- 1 SAC du 3^e RI.
- 1 élément de soutien très important aux ordres du 152^e RI (SDRE, SRCM, INFIRMERIE, NTI 1, NTI 2, Major de camp, Section

régulation transport ...).

L'objectif de ce camp est de faire passer chaque lieutenant au moins une fois en situation de commandement pendant 6 heures minimum.

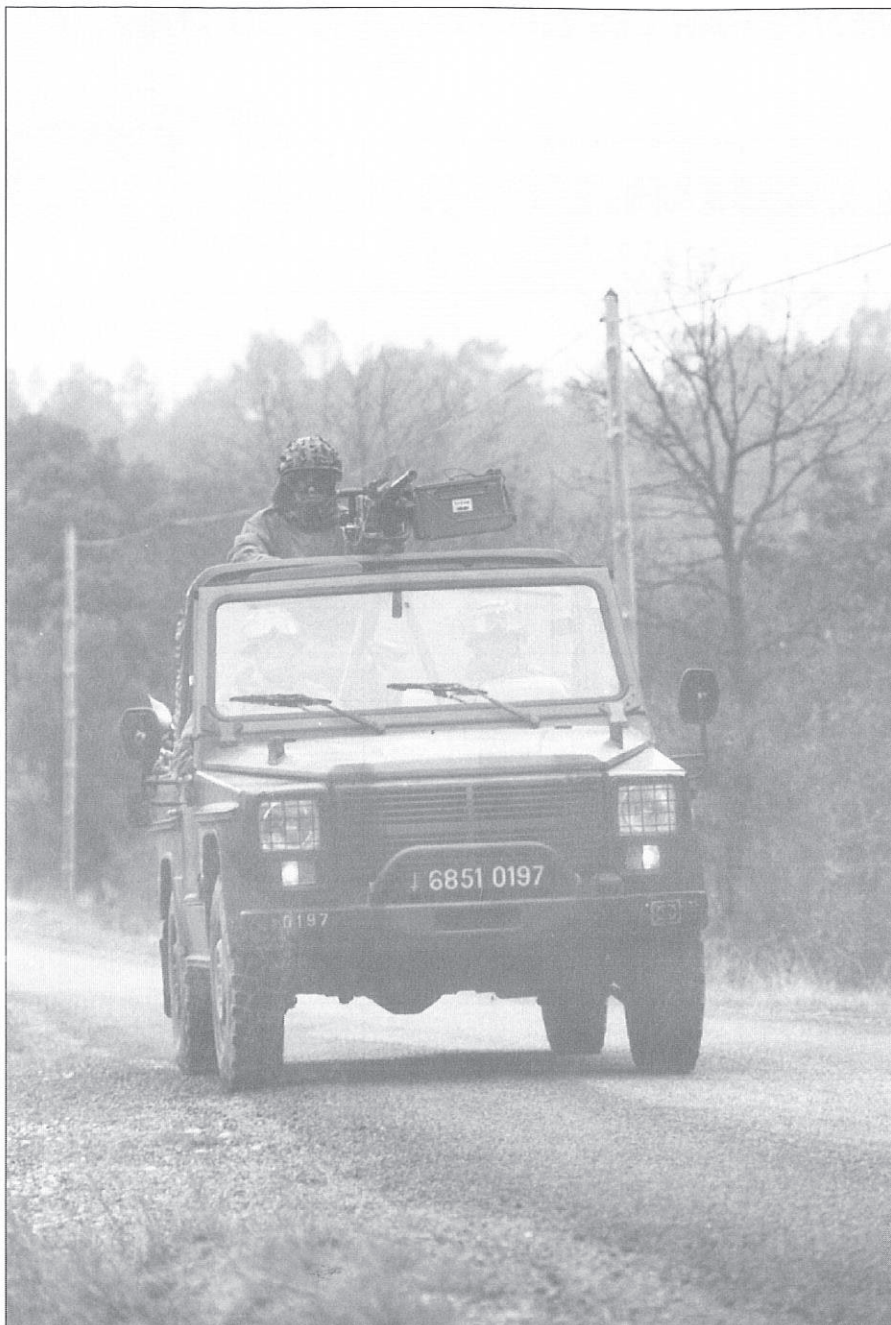
Les exercices ont une durée de 36 heures et reprennent la plupart des modes d'action étudiés durant la phase commune.

Nous trouvons :

- Exercice VAB (reconnaissance offensive, défensive) à l'extérieur du camp.

- Exercice mécanisé (reconnaissance offensive, réductions de résistance et défensive) sur le camp de SISSONNE.





- Exercice SAC/SER dans la région du Chemin des Dames.

- Combat en localité, avec les STCAL, dans le village de combat du camp.

- Combat en sous-bois.

Extrêmement bénéfique, ce camp a permis aux lieutenants de mieux appréhender leur rôle de chef de section dans le cadre de la compagnie et au sein d'un régiment en manoeuvre tel qu'ils le connaîtront dès le mois d'août. En outre, l'aptitude de chaque stagiaire à commander une section dans un cadre le plus réaliste possible, a pu être appréciée.

Rallye de contrôle des lieutenants

Le rallye de contrôle des lieutenants s'est déroulé au camp des GARRIGUES les 2 et 3 avril. Ce rallye revêt une importance particulière puisqu'il sanctionne la totalité de l'instruction dispensée depuis le mois de septembre dans tous les domaines. Il regroupe à lui seul 25 coefficients sur 100.

Pendant 2 jours et 2 nuits, les lieutenants sont contrôlés sur leurs connaissances générales, techniques et tactiques en parcourant 12 ateli-ers à dominante tactique.

Les 142 lieutenants du groupement ont été testés sur les savoir-faire dont ils auront besoin en corps de troupe tels que :

- AIT et TIR.
- MORTIER 120.
- TOPO.
- ANGLAIS OPERATIONNEL.
- NBC.
- TRANS.
- LOG.
- GENIE.
- FEXA.
- AEB et MAT.
- RENS.
- COMBAT.

Choix des corps

Le 9 avril, en présence du général de division BOUARD, commandant l'école, de leurs cadres de contact et de leurs instructeurs spécialisés, les 123 lieutenants français ont choisi solennellement leur régiment.

Le choix proposé tenait compte des réorganisations futures. Au total, tous recrutements confondus, 85 places d'infanterie métropolitaine et 38 places d'infanterie de marine étaient proposées.

Conclusion

La deuxième phase de spécialisation qui débute mi-avril est une période plus complexe et délicate durant laquelle chaque lieutenant est géré de manière individuelle. Il s'agit pour le GAO de répondre au mieux aux souhaits exprimés par les chefs de corps lorsqu'ils ont reçu leurs futurs lieutenants les 10 et 11 avril. La priorité est donnée aux stages de spécialité (TAP, ALPIN, SML, MECA, MILAN,...) puis aux stages commando du 2^e ou du 3^e niveau.

Ainsi, les lieutenants d'infanterie du GAO se présenteront bien armés dans leurs régiments le 1^{er} septembre.

CBA AUMONIER

CHOIX DES REGIMENTS PAR LES LIEUTENANTS DU GAO

ORIGINE TYPE D'UNITE		E. S. M. 15.3	E. M. I. A. 15.2	O. A. E. A.	O. R. S. A.	
I N F	Mécanisés	11	11	4	4	85
	Motorisés	4	3	1	1	
	Légion	3	3	0	0	
	Légion T.A.P.	3	2	0	1	
	Montagne	4	7	2	1	
	T.A.P.	2	3	2	2	
	Aéromobile	2	2	0	1	
	Spéciale	0	1	0	0	
	Diverse	0	2	2	1	
Sous total 1		29	34	11	11	
T D M	Mécanisés	2	1	1	1	38
	Motorisés	4	7	2	1	
	T.A.P.	4	2	2	2	
	Spéciale	1	2	0	1	
	Diverse	1	2	0	2	
Sous total 2		12	14	5	7	
Total		41	48	16	18	123



GPO Groupements

GPO 97/1

Le premier Cours de Perfectionnement des Officiers Subalternes (C.P.O.S.) de l'année 1997 à l'E.A.I. a rassemblé quarante-quatre capitaines et lieutenants, dont huit étrangers, du 3 janvier au 27 mars 1997.

Le but de ce stage de douze semaines est de préparer les officiers au commandement d'une unité élémentaire d'infanterie à travers un triple objectif de formation, d'information et de réflexion.



La formation s'est avérée très efficace et concrète, en particulier dans le domaine tactique et dans celui de l'environnement interarmes du capitaine. Elle a aussi porté sur la gestion des ressources humaines et des matériels, sur l'organisation de l'instruction, sur l'entraînement physique et sportif et sur la bureautique. Chacune de ces composantes nous a permis d'acquérir les savoir-faire indispensables au commandement d'une compagnie.

La partie information visait à donner aux futurs commandants de compagnie les connaissances nécessaires à la maîtrise des à-côtés de leur action à travers des aspects aussi divers que leur responsabilité juridique, les relations avec la presse, la pratique de l'anglais, ou le maintien de l'ordre. D'autres cours s'adressaient davantage aux stagiaires en tant qu'officiers subalternes de l'infanterie en les informant sur leur carrière, les problèmes généraux de défense ou l'évolution de l'armée de terre. C'est pourtant le brassage des origines au sein des élèves et les échanges informels avec l'encadrement qui nous ont le plus apporté dans ce domaine et qui ont été un facteur important de cohésion entre les différentes spécialités de l'infanterie.

Douze stagiaires ont également mis à profit le C.P.O.S. pour rédiger leur Diplôme de Qualification Militaire (D. Q. M.). En dépit d'une

importante surcharge de travail ils ont tiré parti des ressources offertes par l'E.A.I. en documentation, en moyens de bureautique, et surtout en officiers guides compétents et disponibles. Malgré la densité du programme et le manque de temps qui ne nous ont pas permis de prendre tout le recul que nous attendions, le stage a aussi été l'occasion de réfléchir aux principes de notre futur commandement. Cette liberté d'esprit nous a avant tout été donnée par la "gratuité" de ce stage sans classement dont le contrôle est laissé aux mains des chefs de corps qui nous y ont envoyés.

Nous sommes donc unanimes pour estimer que le C.P.O.S. a fait de nous des capitaines armés pour commander une compagnie et qu'il a représenté une étape primordiale dans notre préparation à ces responsabilités.

Aux capitaines qui se préparent à suivre ce stage, nous conseillons de l'aborder avec enthousiasme ou au moins avec curiosité. Venez dans l'idée que la charge de travail est dense mais que vous pouvez en attendre beaucoup, surtout dans le domaine opérationnel et dans celui des rencontres avec les autres officiers de l'infanterie. Par dessus tout, si vous le pouvez, venez avec votre famille.

CNE Pierre SCHILL
Président de promotion
2^e RIMA

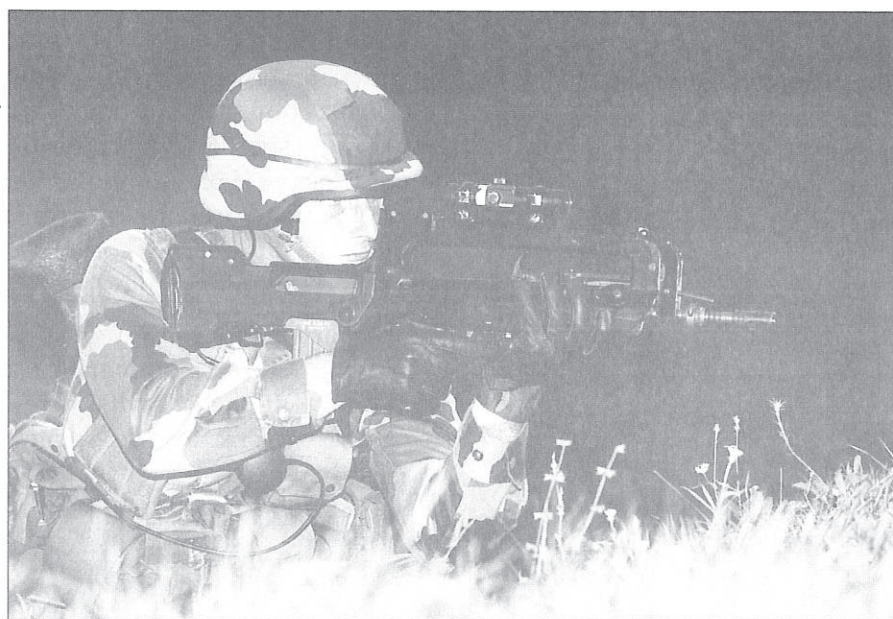
Groupements Le tsunami du changement

Organe jeune institué en 1995 le groupement de formation des sous-officiers croît sur le terreau de l'évolution de l'armée de terre. Le dynamisme de la jeunesse et l'énergie induite par les mutations en cours lui confèrent l'efficacité requise pour mener à bien sa tâche. La réorganisation de l'infanterie, l'adoption du nouveau processus de formation des sous-officiers et l'acquisition de moyens de combat modernes ont pour conséquence une augmentation légère du nombre des stagiaires, une formation variée et une adaptation des programmes.

L'effectif des stagiaires

Le nombre de stagiaires passant par le groupement au cours de l'année est actuellement de l'ordre de mille six cents. Son accroissement prévisible est dû à l'évolution des promotions de l'école nationale des sous-officiers d'active qui passeront d'un effectif moyen de quinze à environ soixante-quinze stagiaires. Par ailleurs, l'année en cours est marquée par un à-coup dû au brevet supérieur de technicien de l'armée de terre et au nombre élevé de candidatures au certificat d'aptitude technique du second degré.

En 1997, dans le cadre de l'épreuve d'accès au B.S.T.A.T., le groupement a organisé l'évaluation numéro 5. Il s'agissait de faire concourir quatre cent quarante deux candidats en dix neuf jours ouvrables, en leur donnant le temps et les moyens de composer sereinement. L'originalité de cette mission résidait dans le nombre exceptionnel de postulants et le temps dévolu pour leur faire passer les épreuves. En outre, les conséquences de ce pic d'effectifs se prolongeront au cours du second semestre de l'année 1997, et du premier de 1998, car les admis suivront les stages en vue de l'obtention du brevet durant ces



périodes. Afin que le niveau de l'instruction n'en soit pas amoindri, une nouvelle brigade d'instruction sera constituée. La presque totalité de ces stagiaires est titulaire du C.M.2 ce qui signifie que la session en question constitue une transition entre le système du B.M.P.2 et celui du B.S.T.A.T. A l'avenir, les candidats seront intégralement issus du nouveau cursus de formation des sous-officiers.

De même, cette année, le groupement a organisé le C.A.T.2 pour deux cent soixante dix engagés volontaires de l'armée de terre.

La variété de la formation

En matière de formation, outre ce qui est déjà établi, la nouveauté réside dans l'instauration du stage en vue de l'obtention du B.S.T.A.T., l'unification de la filière combat antichar et l'amélioration de la formation des chefs de groupes. Ces trois objectifs ont un point commun : le souci de la qualité de la formation des sous-officiers.

Le stage conduisant au B.S.T.A.T. comprend deux phases : l'une



de formation de spécialité, l'autre générale. La première existe, la seconde est à instituer. La conséquence en sera l'augmentation de deux semaines de la durée du dit stage à partir du second semestre de 1998.

L'homogénéité de la formation au combat antichar requiert sa restructuration en une seule filière au lieu des deux existantes dont l'une est tronquée. En effet, contrairement à la filière combat antichar à moyenne portée MILAN, il n'existe pas de certificat technique du premier degré (C.T.1) dans la filière antichar à longue portée HOT. Les chefs de groupes antichar HOT doivent donc obtenir le C.T.1 MILAN et adapter les connaissances acquises à leur emploi. Dorénavant, à partir du mois d'octobre 1997, une seule filière pourvue des options MILAN et HOT regroupera l'ensemble des spécialités du combat antichar, chacun y recevant l'instruction idoine aux différents niveaux.

L'effectif accru des promotions de l'école nationale des sous-officiers d'active engendrera une augmentation sensible des charges d'instruction mais surtout conduira à la constitution de brigades homogènes par filières et options. Ceci permettra de programmer la formation optionnelle dès le certificat technique élémentaire, alors qu'il était impossible de le faire dans

le cadre de brigades regroupant diverses options. De la sorte, nanti de connaissances plus approfondies, le sous-officier pourra se révéler encore plus efficace dès son premier emploi.

Les dispositions qui précèdent concourent clairement à l'efficacité et à la qualité de la formation, laquelle se doit de tenir compte de l'évolution des structures et de la dotation de moyens nouveaux.

L'adaptation des programmes

L'évolution de l'appui mortier, l'adoption de la structure quaternaire de la section de combat et l'initiation à la langue anglaise au niveau du B.S.T.A.T. impliquent une adaptation évidente et nécessaire des programmes d'instruction.

La reconsidération de l'appui mortier dans l'infanterie se traduit par la mise en place de mortiers de 81 mm (1) en double dotation dans les sections de mortiers lourds, et par leur retrait dans le même temps au niveau des compagnies de combat. Il en résulte, pour la formation, un transfert consistant à introduire l'instruction relative au mortier de 81 mm dans les programmes des stages de la filière appui mortier et à la retirer de ceux de la filière combat. L'évolution de la section d'infanterie vers un système quater-

naire réside dans l'introduction d'un groupe d'appui dans la structure ternaire existante. Ceci implique d'adapter fondamentalement l'instruction tactique et de faire effort sur la connaissance de l'arme antichar ERYX. Les premières mesures allant dans ce sens sont déjà engagées.

Le caractère généralement international des interventions militaires actuelles, auxquelles l'infanterie participe régulièrement, nécessite une bonne connaissance de la langue anglaise afin que l'incompréhension ne vienne grever une efficacité qui n'est plus à démontrer. Cette constatation s'est traduite par une quinzaine d'heures d'initiation à l'anglais opérationnel parlé dans le programme du stage en vue de l'obtention du B.S.T.A.T.

Dans le cadre des changements en cours le groupement de formation des sous-officiers use efficacement de toute son énergie afin d'instaurer une harmonie entre des données souvent peu compatibles et parfois contradictoires. Il contribue ainsi pour une part significative à la mission de l'École et de ce fait à la qualité du corps des sous-officiers et des engagés volontaires de l'infanterie.

LCL SOURZAC

(1) Modèle LLR (Long Léger Renforcé)

Le soldat professionnel de l'an 50

*L*e rappel du passé peut-il être de quelque utilité pour prendre les décisions du présent ou celles de l'avenir ? C'est là une question qui rassemble en nombre quasi égal des partisans du oui ou du non et depuis longtemps. Nous laisserons de côté cette querelle académique pour nous livrer à une incursion dans une période vieille de près d'un demi-siècle, ce qui, selon l'âge du lecteur, remonte à Mathusalem ou s'est produit à peine hier.

Les questions que soulève l'armée professionnelle sont aujourd'hui sinon sur beaucoup de lèvres, du moins dans bien des esprits. Nous avons pensé qu'il pourrait être intéressant de rappeler, sans intention polémique, un moment de notre histoire militaire nationale qui mit en scène les soldats professionnels (que l'on appelait alors de carrière dans le langage officiel et de métier dans la conversation courante), entre la fin de la seconde guerre mondiale et le début de

celle d'Algérie, soit de 1945 à 1955. Une année de conscription et pourtant...

Les armes s'étant tuées par l'armistice du 8 mai 1945, le Ministre de la Guerre, à la date du 1^{er} juin 1945, donne au chef du Gouvernement provisoire le chiffre de 1 300 000 hommes pour l'Armée de Terre, dont 530 000 originaires d'Afrique du nord, d'Afrique noire ou de Madagascar. Le Général de Gaulle indique que ces chiffres doi-

vent passer à 770 000, dont 200 000 de la deuxième catégorie, à démobiliser avant le 15 décembre 1945. Peu après, l'ordonnance du 23 juin 1945 rétablit la loi sur le recrutement des forces armées au service militaire obligatoire, universel et personnel pour les citoyens français. Ceux qui sont aptes physiquement seront appelés sous les drapeaux pour un service actif d'un an et seront ensuite versés dans la réserve pour vingt sept ans. Ce recrutement pourra être complété par l'engagement volontaire; le rengagement avait déjà été rétabli par une ordonnance du 24 mars 1945.

La future nouvelle armée devrait donc être une armée d'appelés, instruite, encadrée et complétée par des soldats de métier ou de profession et que l'on appellerait militaires de carrière ou liés par contrat. Toutefois, le législateur indiquait ainsi un but à atteindre et la réalité devait tenir compte d'un certain nombre de contingences économiques et politiques. Une bonne partie de l'année 1946 se passe à mettre de l'ordre dans une situation complexe et confuse et à tenir tête à des pressions politiques parfois contradictoires. Les chiffres que se jettent à la tête les représentants du peuple lors des discussions sur le budget militaire sont toujours suspects. Retenons que la loi sur le budget du 5 avril 1946 approuve le





maintien de 548000 hommes pour l'Armée de Terre et qu'à la fin de 1946 les militaires de carrière représentent 80% des effectifs de cette armée et les appelés de 20%. Et pourtant, le 9 avril 1946, l'Assemblée nationale a imposé l'incorporation immédiate de 70000 hommes de la classe 1946 "pour éviter que le nombre des soldats de métier ne soit trop grand". Le rappel de la classe 1946/2 et de la 1947/1 en raison des troubles sociaux de 1947 fait remonter le pourcentage des appelés à 48,43%, mais cet effet est peu durable : dès 1949 il y a 42,14% d'appelés et 57,86% de soldats de métier. La parité est obtenue en 1951 (50,41% et 49,59%) et le pourcentage des appelés dépasse de peu celui des militaires sous contrat en 1952 (53,34 et 46,66) et 1953 (56,05 et 43,95). Pourquoi une armée de conscription avec autant de soldats de métier ? La cause principale est à rechercher dans les événements d'Indochine.

A la recherche d'un corps expéditionnaire

Le 24 mars 1945, de Gaulle avait déclaré que la France n'abdiquerait pas sa souveraineté en Indochine malgré le coup de force japonais du 9 mars. A la fin des hostilités en Allemagne, le 4 juin, il décide la création d'un corps expéditionnaire

à deux divisions, dont il fixe le 15 la composition "de manière à n'envoyer en Indochine que des troupes européennes et déjà aguerries".

Mais, la loi du 31 mars 1928 va être remise en vigueur le 23 juin 1945. Elle précise que les appelés ne peuvent être employés hors d'Europe ou du Bassin méditerranéen et que cette disposition s'applique aussi aux appelés désignés d'office pour les troupes coloniales. Donc, de par la loi, la guerre d'Indochine ne pourra être pour l'Armée de Terre qu'une affaire de soldats professionnels. Et à l'origine de soldats professionnels européens, c'est-à-dire français ou étrangers de la Légion étrangère.

La 1^{re} et la 2^e Division coloniale, initialement prévues pour intervenir en Extrême-Orient, sont à base de troupes africaines ; seules la 9^e Division d'Infanterie coloniale (9^e D.I.C.) et la 2^e Division blindée (2^e D.B.) pourraient satisfaire au critère exigé, mais la 2^e D.B. est blindée, donc peu adaptée au théâtre indochinois. On met alors sur pied un Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient (C.E.F.E.O.) composé de la 9^e D.I.C., d'un groupement blindé de la 2^e D.B. et d'une 3^e D.I.C. en cours de construction, qui recueille les éléments européens des ex 1^{re} et 2^e

Divisions coloniales dissoutes. L'Armée de Terre y compte pour 55000 hommes; avec les composantes Marine et Aviation, ce seront 75000 hommes à transporter à 14000 kilomètres de la Métropole. Ce transport est soumis au bon vouloir du pool maritime allié.

Le 12 septembre, une compagnie du 5^e R.I.C., de la 1^{re} Brigade d'Extrême-Orient à l'instruction à Ceylan arrive à Saïgon avec la 20^e Division indienne. Le 5 octobre, Leclerc, nommé à la tête du C.E.F.E.O., débarque à son tour. A la date du 24 février 1946, sont arrivés 37400 hommes et en sont attendus 14950 autres, essentiellement de la 9^e et 3^e D.I.C., de la 2^e D.B., de la 1^{re} Brigade d'E.O., plus de 8000 recrutés sur place, parce qu'on n'a tout de même pas exclus les autochtones d'affaires qui les concernent.

L'aventure en Extrême-Orient parle à bien des militaires rendus à une vie tranquille par la paix, à des engagés pour la durée de la guerre devenus des professionnels et que la reconstruction de la France n'enthousiasme pas, à de jeunes officiers et sous-officiers qui n'ont pas eu l'occasion de combattre. Et pas seulement dans la Coloniale. On a suscité des volontaires dans les unités de la 1^{re} Armée.

1/01 de l'année	1 Sous-contrat	2 Appelés	3 TOTAL Armée de Terre	4 CEFEO moins supplétifs	5 % 5 à 3	6 % 5 à 1
Période de la pacification						
1948	235 000	229 000	464 000	110 000	23,70	46,80
1949	231 000	169 000	401 000	108 000	26,93	46,65
Tournant de la guerre : CAO BANG						
1950	223 500	186 000	410 000	142 000	34,63	63,53
Période des grandes opérations						
1951	238 500	243 500	482 000	170 000	35,26	59,53
1952	237 000	271 000	508 000	190 000	37,40	80,16
1953	228 500	291 500	520 000	190 000	36,53	83,15
L'année de DIEN BIEN PHU						
1954	258 000	268 500	526 500	195 000	37,03	75,58
Période d'évacuation progressive						
1955	203 000	248 500	451 500	185 000	40,97	91,13

Un bel élan a fourni même cinq bataillons de marche dans cinq régiments métropolitains dans des divisions F.F.I. Cependant le gouvernement tergiverse face au Viêt-minh, de modus vivendi en affaire d'Haïphong : le 30 décembre Hochiminh appelle à la résistance nationale. A la même date, le C.E.F.E.O. compte 89780 hommes plus 11509 partisans. Les Français y sont pour 51044 hommes et pour 12000 étrangers. Leclerc a donné le chiffre de 115000 hommes pour négocier en bonne position. Pendant l'année 1947 on tente d'approcher ce chiffre en renforts par petits paquets. Le service d'un an pour les appelés se met en place; les possibilités de la conscription se précisent. Le flux d'engagement pour l'Extrême-Orient fléchit chez les Français. Mais l'Armée de Terre compte encore beaucoup de soldats de métier, les plus aguerris étant chez les nord-africains et, dans une moindre mesure chez les Africains. De Gaulle n'étant pas le chef, on peut passer outre à son désir de n'avoir en Indochine que des européens aguerris. Les premiers bataillons algériens et marocains débarquent de mars à juillet, alors que le Pacte de Bruxelles requiert un peu plus de troupes françaises pour la défense européenne. Ainsi

s'achemine-t-on vers l'utilisation croissante des professionnels d'Afrique du nord et des colonies.

La noria d'Indochine

Ces premiers contingents du C.E.F.E.O. arrivent au bout de leurs deux ans de séjour prévus. Il faut les remplacer et combler les vides dus aux pertes. Les opérations en Extrême-Orient vont s'appuyer sur les militaires liés par contrat. Ces derniers seront désormais placés obligatoirement dans l'une des situations suivantes : en cours de séjour outre-mer (c'est à dire essentiellement en Indochine), en cours de rapatriement, en instance d'embarquement, en séjour en Métropole (soit en service, soit en congé, soit aux hôpitaux).

Une sorte de noria, rythmée par l'attribution annuelle des contingents pour l'Indochine, fait rouler les soldats de métier entre ces quatre positions. Chaque année voit des discussions plus ou moins serrées décider du chiffre des relèves, en même temps que des effectifs de l'Armée de Terre. Les subterfuges sont nombreux ; rapidement on cache la vérité pour déjouer les indiscretions des parlementaires communistes. Les chiffres d'effec-

tifs relatifs au C.E.F.E.O. sont souvent erronés dans les pièces d'archives et d'ailleurs le produit d'une arithmétique complexe, selon qu'on y inclut ou non les partisans, que l'on tient compte ou non du personnel féminin, que l'on y sous-entend ou non des renforts en route, les rapatriables sur le chemin du retour, les congés de fin de campagne. Le tableau ci-dessus a tenté de comptabiliser le personnel présent en Extrême-Orient au 1^{er} janvier de chacune des huit années où la guerre d'Indochine est enfin admise comme telle par le Gouvernement, comme autre chose qu'une expédition très temporaire de rétablissement de l'ordre français. Il permet de comparer ce qui est comparable et son imprécision est supportable pour le propos de notre étude. Compte tenu des limites que comporte l'interprétation des statistiques, plusieurs remarques s'imposent. Le pourcentage des effectifs du C.E.F.E.O. par rapport à ceux, totaux, de l'Armée de Terre se tient entre 24 et 27 % pendant les années 1948 et 1949, où l'on croit pouvoir venir à bout de la rébellion par un travail de pacification. Il monte à 35/37 % dès que l'on lance la guerre des

groupes mobiles après 1950, les presque 41% du 1^{er} janvier 1955 provenant des renforts expédiés d'urgence à Dien Bien Phu. En progression constante, des effectifs nécessaires au système de défense européen sont fournis par l'augmentation du nombre des citoyens appelés à un service de deux ans au lieu d'un. Les militaires professionnels y servent seulement de cadres ou de spécialistes. Les appelés servent aussi en Afrique du nord où il serait imprudent de laisser la défense aux seules troupes indigènes. Finalement, pour satisfaire à toutes les conditions imposées, il ne faut pas, comme certains le préconisent, diminuer le nombre des personnels sous contrat. Or, il

semble qu'un niveau maximum du flux d'engagement et de rengagement des Français dans l'Armée de Terre s'établisse autour de 250 000 hommes. Ce chiffre n'est dépassé qu'à l'époque de Dien Bien Phu dans une sorte de sursaut national moral et financier. Peut-être les possibilités réelles sont-elles plus élevées ?

Colonel (ER) Pierre CARLES
Musée de l'Infanterie

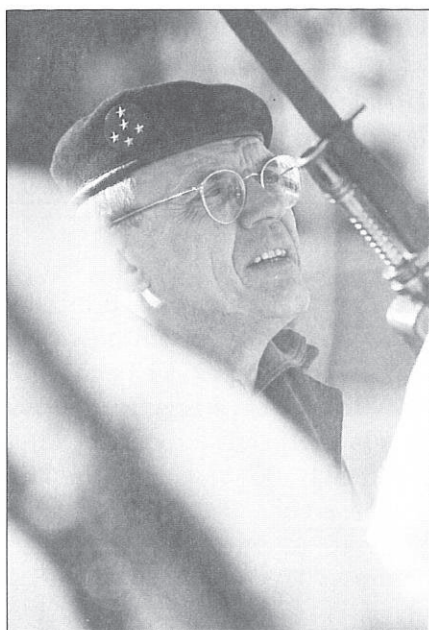
La suite de cette étude sera publiée dans le numéro 3 de "Fantassins"



vie de l'école

Visite du Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre, le général d'armée MERCIER

Rigueur et compétence, tradition et modernité, telles sont les valeurs qui caractérisent l'action en profondeur que conduit l'E.A.I.



C'est en ces termes que le général d'armée MERCIER, CEMAT, définissait l'Ecole au terme de sa visite. Le 23 avril, en effet, il honora de sa présence la maison mère du fantassin. Cette visite d'inspection était l'occasion pour l'Ecole de présenter les systèmes de simulation, les nouveautés en matière d'équipement et de formation. Après une démonstration du

STCAL (Simulateur de Tir de Combat à l'Arme Légère), l'AIT de l'Ecole a mis l'accent sur les appareillages de visée nocturne, la Minimi (fusil mitrailleur) et le LGI (Lance Grenade Individuel).

Des entretiens avec les cadres ont permis à tous de s'exprimer et de mieux comprendre les impératifs d'adaptation de l'Armée de terre et de l'Ecole.



Journée pour l'emploi

Une réussite ! Le 25 mars dernier s'est tenu à l'EAI le forum emploi 97, manifestation qui a permis de réunir quelques cinquante entreprises et organismes, composant un échantillon très représentatif du paysage économique montpelliérain. La réussite

de ce projet découlait essentiellement d'un panel d'activités très large où de nombreux secteurs étaient représentés : ressources humaines, bâtiment, tourisme, intérim, écoles de formation en tout genre (coiffure, commerce), fonction publique

(douanes, gendarmerie, CIRAT...).

Le Bureau recrutement et condition du personnel de l'E.A.I. au grand complet, a pu, grâce à un partenariat avec l'ANPE de Montpellier, mobiliser pas moins de 1000 participants, militaires et civils. Deux mots d'ordre : reconversion et insertion professionnelle.

A l'heure où un bilan s'impose, cette manifestation a d'une part, permis de développer le réseau de partenaires favorisant le mouvement de professionnalisation de l'Armée et d'autre part, mis en valeur le savoir-faire des organisateurs dans un climat de difficultés économiques où ce genre de démonstration s'avère non seulement utile mais indispensable.

Aspirants DESROSIERS et LACOUR



Championnat de France militaire de C.O.

Le championnat de France militaire de course d'orientation, organisé par l'EAI, s'est déroulé les 6 et 7 mai à Viols le Fort. Il était disputé par 300 concurrents venus des quatre coins de l'hexagone répartis en 100 équipes.

Au programme, une course relais par équipe de 3 et une course individuelle.

Classement par équipe :

1^{re} Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris.

Classement individuel :

Sénior : 1^{er} SGT BILLET (BSP Paris)

Vétéran 1 : 1^{er} ADJ GORET (CNEC)

Vétéran 2 : 1^{er} ADC BOUSSER (CEG Maison-Alfort)

Sénior dames :

1^{re} ADJ MIROUZE (EIS)

Vétéran dames :

1^{re} CDT MARTIN (BA 107)

Grandes foulées de l'EAI

1372... C'est le nombre de participants à l'édition 97 des "Grandes foulées". Départ en ligne façon Touquet sur la plage de la Grande-Motte et tracé superbe dans la ville (le port, la plage, la pinède...) étaient proposés aux personnels civils et cadres de l'Ecole, du 3^e RI et du 122^e RI/CEITO, mais aussi à de nombreux invités.

C'est d'ailleurs un de ces derniers, le soldat OUADDI du 4^e RE qui a remporté l'épreuve, bouclant les 13,6 km en 39 mn et 42 s.

Chez les seniors féminines, le CCH MAYANS se classe 1^{re} en 58 mn et 44 s.



La musique Principale des Troupes de Marine, dirigée par J.M. SORLIN, a fait vibrer de son talent les murs du Corum. En présence de Georges FRECHE, député-maire de Montpellier et de nombreuses personnalités, tous les cadres et personnels civils de l'Ecole ont pu apprécier la maestria de cette formation composée en majeure partie d'appelés.

Classique pour la première

partie, plus jazz pour la seconde, le programme a fait l'unanimité. Mention spéciale pour l'interprétation étourdissante du "Printemps" de Vivaldi, le premier violon justifiant s'il avait lieu d'être, son statut de Premier Prix du conservatoire de Paris.

Tout naturellement, l'entracte a donné l'occasion d'un cocktail, façon agréable de partager les émotions de cette soirée.



L'Ecole recèle en son sein de nombreux artistes. Présidé par monsieur J. ERNOTTE, peintre des armées, le deuxième salon artistique leur offrait la possibilité d'exposer leurs travaux. Et ce sont pas moins de 130 œuvres qui ont été présentées au vernissage.

Afin de pimenter un peu cette exposition, un concours permit de récompenser les artistes dans diverses catégories. Le Grand Prix du salon a été attribué à Virginie HORENS pour l'ensemble de son œuvre.

Ravivage de la flamme BS 81^e RI

C'est un caporal du 81^e RI, le journaliste et écrivain Gabriel BOISSY, qui pendant la guerre 1914-18, fut l'instigateur de la mise en place de la dépouille du soldat inconnu sous

l'Arc de Triomphe et qui plus tard, proposa que l'on ajoute une flamme sur le tombeau. Cette flamme fut allumée le 11/10/1923 devant les troupes du 81^e RI. Depuis chaque année, un détachement du 81 ravive la flamme. La tradition a été, à nouveau, respectée le 7 avril 1997.

La sécurité au service de l'action



- ASSURANCE DES PERSONNES
décès, invalidité, perte de revenus...
- GARANTIES DU PARTICULIER
habitation, véhicules, assistance,
responsabilité civile.

- PRETS ET PRODUITS D'EPARGNE
- PROTECTION JURIDIQUE
- COOPERATIVE DE SERVICES
autos, voyages, journaux, catalogues VPC.

ASSOCIATION GENERALE DE PREVOYANCE MILITAIRE
Rue Nicolas Appert - 83086 TOULON CEDEX 9 - Tél : 04 94 61 57 57

AGPM

eryx

La percée technologique

ERYX : une révolution tactique
ERYX : une révolution technologique
ERYX : une efficacité inégalée



L'ERYX d'Aérospatiale-Missiles polyvalent assurant une frappe efficace et adaptable et un soutien de tir d'une précision mortelle contre les chars fortement protégés et les véhicules blindés, et toutes les autres cibles d'infanterie sur tous les théâtres (y compris le terrain urbain et le combat de nuit).

L'ERYX d'Aérospatiale - la meilleure réalisation technologique dans le domaine des systèmes d'arme.



AEROSPATIALE
MISSILES

*Citadelle
pour 1766.
no. et n. ordonné du pro...*



**111111
66666676
41764943
4606573**

**ROCROI
RIVOLI
SIDI BRAHIM
CAMERONE
BAZEILLES
VERDUN
GARIGLIANO**

la
société nationale immobilière

est fière de compter parmi ses locataires
les cadres militaires
et leurs familles
au service d'une Arme si glorieuse.

*Plans, profils et Eleva
du Rempart près la Guèrille du Bastion
et de l'Cour du Commandant, situés dans
du même Bastion.*

36 ANNÉES
**au service de la gestion
des logements des Armées**

NOUS VOUS CONNAISSONS BIEN !

Présidence
94 bis, avenue de Suffren
75 015 PARIS



Siège social
125, avenue de Lodève - BP 6068
34030 MONTPELLIER Cedex 1

Directions régionales

PARIS - AMIENS - RENNES - BORDEAUX - TOULOUSE - METZ - DIJON - LYON - MARSEILLE - TOURS - EVRY